



L'Avenir des retraites
Il est temps de se préparer

www.hsbc.com/retirement

HSBC Assurances
15, rue Vernet
75008 Paris

MKT1552

HSBC  Assurances



Photographie

Planification, préparation et ascension

Dans le présent rapport, la montgolfière photographiée au fil des pages représente les différentes étapes du parcours vers la retraite, depuis la planification et la préparation jusqu'à l'ascension maîtrisée.

HSBC Insurance

HSBC Insurance offre des polices d'assurance dans plus de 40 pays et territoires à la clientèle de particuliers et d'entreprises, aux clients institutionnels et aux clients de la banque privée. Les produits et les services de HSBC Insurance sont adaptés à la diversité des besoins de notre clientèle au niveau mondial : assurance vie, assurance IARD, risque d'entreprise et épargne retraite.

www.hsbc.com/insurance

Cicero Consulting

Cicero Consulting a conçu l'enquête, analysé ses résultats et rédigé la présente étude. Mark Twigg en est l'auteur, et Chris Jackson, le responsable de la recherche.

La défense d'une vision de politique publique particulière (advocacy) étayée par la recherche est une composante centrale des programmes politiques les plus efficaces. Cicero est spécialisé dans la conception et la mise en œuvre de rapports récompensés en politique publique, qui viennent en complément de l'engagement des médias et des décideurs et permettent à ses clients de développer des arguments solides, convaincants et éprouvés.

Cicero utilise une gamme étendue de méthodes de recherche, notamment les sondages, les groupes cibles et l'évaluation sectorielle comparative.

www.cicero-europe.com

Le programme sur l'Avenir de la retraite

Le programme sur l'Avenir de la retraite est une initiative essentielle, plaçant HSBC Insurance en position de leader sur le marché de plus en plus important de la retraite. Pour sa cinquième édition, ce programme a placé HSBC Insurance à l'avant-garde du « leadership en matière de réflexion » sur la retraite.

Les résultats de cette enquête sont essentiels pour permettre à HSBC de satisfaire les besoins de ses 128 millions de clients dans le monde. Ce programme permet à HSBC de continuer à produire des solutions financières innovantes, répondant aux besoins et aux aspirations spécifiques de chacun, homme ou femme, quel que soit sa tranche d'âge, partout où nous sommes présents sur cette planète.

L'Avenir de la retraite 2008

Investir pour le futur analysait les données collectées auprès de plus de 21 000 personnes dans 25 pays et territoires à travers le monde, afin de déterminer comment les personnes préparaient leur retraite, qui apparaît désormais comme la « seconde moitié de leur vie ».

L'Avenir de la retraite 2007

La nouvelle génération senior a été publiée au niveau mondial le 22 mai 2007. Cette troisième publication annuelle a été effectuée auprès de 21 000 personnes âgées de 40 à 79 ans, dans 21 pays et territoires. Ce rapport s'inscrivait au sein du premier programme mondial de recherche analysant les attitudes vis-à-vis de l'automne de la vie, du vieillissement et de la retraite.

L'Avenir de la retraite 2006

Les attentes des populations a été publiée au niveau mondial en avril 2006. Cette étude reste la première enquête individuelle mondiale sur les attitudes face au vieillissement, à la longévité et à la retraite. Elle a été réalisée auprès de 21 329 particuliers et 6 018 employeurs du secteur privé dans 20 pays et territoires sur les cinq continents.

L'Avenir de la retraite 2005

Le premier rapport sur l'Avenir de la retraite, commissionné et effectué entre septembre et octobre 2004, a analysé les attitudes et les approches de la retraite à travers le monde.

Disponible sur le site

www.hsbc.com/retirement



HSBC Insurance Holdings Limited 2009
Tous droits réservés

Des extraits du présent rapport peuvent être utilisés ou cités à condition d'être accompagnés de la mention : « reproduit avec l'autorisation de L'Avenir des retraites, publié en 2008 par HSBC Insurance Holdings Limited, Londres ».

Publié par HSBC Insurance Holdings Limited, Londres

Conçu par DPS Corporate Design Group, Xerox (UK) Limited, Londres. D042848 05/09

Photographies : Jupiter Images

Imprimé par Arteprint, Neuilly-sur-Marne, avec des encres à base d'huile végétale sur du papier FSC Symbol Freelifé satin, fabriqué en Italie composé de 50 % de fibres recyclées. Les fibres utilisées ne contiennent pas de chlore. Le logo FSC identifie les produits qui contiennent du bois provenant de forêts bien gérées selon les règles du Forest Stewardship Council.

Sommaire

Le mot d'introduction du Président	4	Partie 3	
Introduction	5	L'avenir des retraites : les conditions d'une planification réussie de la retraite	26
Résumé	6		
Les initiatives prises pour relever le défi du financement des retraites			
Un grand nombre de solutions se présentent	6	Cycle de vie sous l'angle de l'épargne et de la consommation	28
Relever le défi du financement de l'automne de la vie	7	Les différentes options de financement des retraites : évolution du cycle de vie de l'épargne	29
La crise économique réunit tous les ingrédients pour déclencher une crise majeure des retraites	7	Étude de cas : Prêts hypothécaires aux Etats-Unis et au Royaume-Uni	29
L'importance des stratégies de survie « à long terme »	9	Le « déficit de préparation »	30
Partie 1		La formation dans le domaine financier	32
Bouleversement démographique : il est temps de se préparer	10	Comportements financiers hérités	34
Un bouleversement démographique et le passage d'un monde jeune à un monde âgé	11	Le rôle du secteur des services financiers	34
Impact du bouleversement démographique : dividende démographique ou crise en gestation ?	13	Partie 4	
Prendre de l'âge avant de s'enrichir : les pays les plus peuplés sont-ils les mieux placés pour percevoir ce dividende ? Etudes de cas : la Chine et l'Inde	14	Encourager l'habitude d'épargner : l'impact de la crise économique sur l'économie familiale	38
Les économies émergentes épargnent-elles suffisamment pour la retraite ?	15	Le point de vue des familles sur la durée de la crise	39
Partie 2		La crise économique : impact sur les finances à court terme	42
Relever le défi démographique : la voie vers une réforme des retraites	18	La crise économique : impact sur les finances à long terme	46
Réforme des retraites : Redéfinir les règles du jeu	19	Allocation d'actifs	50
Réforme des retraites : comment les familles souhaitent-elles se préparer pour la retraite à travers le monde ?	20	Conclusions	52
		Annexe 1	
		Méthodologie de l'enquête	56
		Annexe 2	
		L'évolution des profils de population à travers le monde	57

Avant-propos



C'est avec grand plaisir que je vous présente notre cinquième rapport sur « L'Avenir des retraites ».

Le présent rapport est inspiré par l'allongement rapide de l'espérance de vie intervenu depuis un demi-siècle. Cette évolution va se poursuivre, et le mode de financement des retraites est appelé à devenir un des principaux défis pour le monde. Cette évolution démographique de très grande ampleur touchera tous les aspects économiques et sociaux de notre vie. On devrait assister à une mutation des modes de travail et de la vie de famille, il sera également nécessaire de repenser le financement des systèmes de santé et des systèmes de retraite lesquels, selon toute vraisemblance, devront couvrir une période plus longue.

Etablissement mondial de premier rang, HSBC est solidement implanté sur un grand nombre de marchés matures et émergents. Une composante majeure de notre stratégie a consisté à anticiper l'impact de ces évolutions, et de comprendre leurs implications pour les familles partout dans le monde. Cette présence dans les principales économies, aussi bien matures qu'émergentes, nous a permis d'observer que de nombreux pays ont déjà commencé à s'engager dans la voie de la réforme.

Bien que la manière de relever les défis liés au vieillissement de nos sociétés soit très différente d'un pays à l'autre, on assiste à l'émergence d'un constat commun au niveau mondial qui réunit tous les pays développés et émergents : il faut se préparer sans tarder. Partant de ce constat, les réformes accomplies jusqu'à présent reconnaissent davantage la nécessité de promouvoir la responsabilité individuelle, les pouvoirs publics et les employeurs cherchant à partager de manière plus équilibrée la charge du financement retraite. Toutefois, malgré ces points communs, il faut garder à l'esprit les importantes différences locales et régionales dans la mesure où la situation de départ dans la voie vers la réforme est très différente d'un pays à l'autre.

Dans les pays développés, la génération du baby-boom arrive déjà à l'âge de la retraite. Certains pays disposent d'un système de retraite très développé, mais sont confrontés, parallèlement, à une baisse du taux d'épargne, ce qui risque de compromettre les revenus de beaucoup de futurs retraités.

En revanche, beaucoup de marchés émergents ne seront pas confrontés à ce phénomène de vieillissement de leur population avant plusieurs décennies. En attendant, ces pays pourront percevoir un dividende démographique à mesure que les tranches d'âge les plus jeunes atteindront l'âge d'entrer dans la population active. Cette évolution favorisera une réallocation de grande ampleur des ressources, qui sont pour l'heure affectées en priorité aux jeunes, et qui sont appelées à être consacrées davantage aux personnes âgées dépendantes. À l'heure actuelle, ces pays affichent des taux d'épargne élevés, mais il sera indispensable de continuer à développer les marchés de l'épargne à long terme pour assurer un financement suffisant pour les retraites de ces familles.

Les familles sont conscientes du fait qu'elles devront assumer des responsabilités financières croissantes, ce qui constitue un des principaux éléments positifs de notre série sur l'avenir des retraites. Cette observation est particulièrement visible chez les personnes les plus jeunes qui ont été moins exposées à l'état providence traditionnel. Toutefois, la reconnaissance du rééquilibrage des contributions entre les pouvoirs publics, les employeurs et les individus n'est que le point de départ. Il reste essentiel que les personnes prennent les dispositions nécessaires pour préparer leur retraite.

Comme nous le montrons clairement dans le présent rapport, chaque pays apportera une réponse particulière à la problématique du passage d'un système des retraites institutionnel à une couverture individuelle, les besoins et les souhaits des familles variant fortement d'un pays à l'autre. Le rapport que nous publions cette année sur l'avenir des retraites offre à nouveau une analyse essentielle des approches et des réponses différentes qui devraient être mises en place au cours du siècle à venir.



Stephen Green
Président du Groupe
HSBC Holdings plc

Introduction



Je suis très heureux de partager avec vous notre dernier rapport sur l'avenir des retraites.

Compte tenu de l'évolution fondamentale de l'espérance de vie, la série de rapports publiés par HSBC sur l'avenir des retraites a fourni, tout au long des cinq dernières années, un éclairage très utile sur les attitudes et les comportements actuels vis-à-vis du vieillissement et de la retraite. Ces rapports examinent les attentes des individus sur le type de retraite qu'ils envisagent, et sur la question de savoir à qui incombe la responsabilité du financement de leur retraite. Nos précédents rapports ont montré que beaucoup de familles prévoient déjà de compter davantage sur leurs propres ressources, et ont décidé d'assumer elles-mêmes une plus grande part du financement de leur retraite.

Pour comprendre ces évolutions, le rapport que nous publions cette année est marqué par des perspectives économiques incertaines, la perspective d'une crise prolongée encourageant davantage les familles à assumer des responsabilités financières de plus en plus importantes. L'impact de cette évolution est déjà visible sur la consommation des ménages et sur le recours au crédit. Toutefois, la crise a un impact non moins significatif sur l'épargne retraite ainsi que sur la valorisation des actifs des plans de retraite. Le rapport que nous publions cette année examine les effets de ces évolutions.

Il met en évidence le besoin accru pour les particuliers d'en faire plus et non pas moins, et la nécessité pour les employeurs, les gouvernements et les établissements financiers, dont HSBC, de continuer à éduquer, à informer et à donner aux particuliers les moyens de profiter d'une bonne qualité de vie et de bénéficier d'une couverture médicale adéquate durant leur retraite.

L'analyse que nous effectuons dans le cadre de ce rapport sur l'avenir des retraites joue un rôle important dans notre réflexion sur les moyens de mettre au point des produits adaptés et des solutions de conseil permettant d'aider nos 128 millions de clients dans 83 pays et territoires à relever ces défis.

En partenariat avec Cicero Consulting, nous avons élaboré un rapport qui, nous l'espérons, donnera un nouvel éclairage aux responsables politiques et aux familles en vue de redéfinir la manière dont nous nous préparons tous pour une retraite positive et agréable – « Il est temps de se préparer ».

Clive Bannister
Group Managing Director
HSBC Insurance



Le rapport que nous publions cette année sur l'avenir des retraites – Il est temps de se préparer – aborde quatre thèmes.

Tout d'abord, l'évolution démographique qui détermine l'avenir des retraites. Cette analyse montrera que si l'ensemble des pays devraient connaître une évolution rapide au cours des années à venir, l'impact sera peut-être ressenti davantage par les pays d'Asie orientale où le vieillissement de la population est plus rapide que dans les autres principaux marchés.

Ensuite, les options de réforme guideront l'évolution des retraites. On assiste à un déplacement de la responsabilité du financement des retraites. Toute réforme devra impérativement ménager un bon équilibre entre le gouvernement, l'employeur et le particulier pour s'assurer le soutien populaire.

En troisième lieu, le présent rapport tente d'identifier les conditions qui devront être réunies pour permettre aux familles d'assumer de manière adéquate leurs nouvelles responsabilités. Il conviendra notamment de favoriser un accès plus large à la formation et au conseil financier, de développer de nouvelles solutions d'épargne et de prévoyance pour les aider à faire face aux risques financiers liés au vieillissement.

Enfin, le rapport examine la manière dont le budget des familles est touché par la crise actuelle et l'impact de cette crise sur leur capacité à préparer leur retraite.

Mark Twigg
Directeur
Cicero Consulting



Résumé

Les initiatives prises pour relever le défi du financement des retraites

La série de rapports sur l'avenir des retraites est devenu un ouvrage de référence, proposant une étude mondiale des attitudes des individus face au vieillissement et à la préparation de leur retraite. Pour sa cinquième édition, ce rapport propose un éclairage véritablement unique à travers les résultats d'une étude réalisée sur une série de marchés développés et émergents. Pour mieux comprendre les attitudes et les comportements actuels des individus et de leurs familles, nous avons commissionné une étude majeure sur les familles à travers le monde dans 15 pays.

Economies industrialisées

Canada
France
Japon
Royaume-Uni
Etats-Unis

Économies émergentes

Brésil
Chine
Hong Kong
Inde
Corée
Mexique
Arabie Saoudite
Singapour
Turquie
Emirats Arabes Unis

Il est toujours très difficile de prédire l'avenir, et c'est donc un effort ambitieux que de tenter de déchiffrer l'avenir des retraites. Toutefois, un certain nombre de tendances très nettes sont observables, qui se traduisent par une augmentation rapide de l'espérance de vie. Moins il y aura de jeunes moins il y aura de personnes pour financer les coûts en constante augmentation des systèmes de retraites et des systèmes de soin. L'immigration peut aider certains pays à compenser l'impact du vieillissement de leur population, mais au niveau mondial, ce phénomène est rarement avantageux dans

la mesure où l'avantage pour les pays d'accueil peut être annulé par le coût pour le pays d'origine.

L'aisance accrue et l'amélioration des systèmes de soin aideront à vaincre les « maladies de la pauvreté », ce qui entraînera une nouvelle amélioration de l'espérance de vie. Toutefois, à mesure que les populations s'enrichissent, on voit apparaître des « maladies de l'aisance » ce qui soulève un certain nombre de points d'interrogation sur les chances des individus de rester en bonne santé une fois atteint l'âge mûr. La nécessaire amélioration de la gestion des systèmes de soin – parallèlement à la poursuite nécessaire des avancées de la médecine – joueront un rôle majeur dans le maintien de la qualité de vie et du bien-être au moment du départ à la retraite.

L'évolution des modes de travail conduit les individus à changer fréquemment d'employeurs, induisant une réduction de la sécurité de l'emploi, parallèlement à l'évolution fondamentale des avantages sociaux. De fait, la crise économique actuelle a déjà accéléré la tendance à la réduction du montant des cotisations des employeurs aux régimes de retraite.

De même, la vie de famille évolue rapidement. En particulier, l'éclatement de plus en plus fréquent de la famille et l'augmentation du travail féminin expose les femmes à des risques financiers de plus en plus élevés. Ces risques viennent s'ajouter au rôle traditionnel des femmes dans la vie de famille où l'on observe une répartition très nette par sexe de la responsabilité financière pour les différentes décisions prises au sein du foyer. Les hommes prennent davantage en charge les finances à long terme tandis que les femmes restent plus focalisées sur la gestion du budget du ménage. Or, la crise économique a principalement touché les décisions liées au budget, qui ont plus de chances d'être prises par des femmes.

En sus de tous ces changements, on observe que les évolutions démographiques ont déjà un impact profond sur la société. Cet impact est appelé à s'accroître au cours des quatre prochaines décennies, la population mondiale des personnes de plus de 65 ans étant appelée à passer de 550 millions d'individus à l'heure actuelle à plus de 1,4 milliards de personnes d'ici à 2050.

Un grand nombre de solutions se présentent pour remédier à cette situation ; on observe localement d'importantes différences dans la réponse apportée par chaque société

Le vieillissement de notre société expose les individus à des risques financiers accrus. De plus, la complexité de ces risques – sur la santé, la vie active, la vie de famille et les revenus – est appelée à s'accroître. Chacun des événements de notre vie comporte de nouveaux défis financiers. Or, plus l'Etat et l'employeur se déchargeront de leurs engagements pour la retraite, plus la responsabilité de relever ces défis incombera aux individus.

La possibilité de simplement reculer l'âge de départ à la retraite est perçue comme une solution par les ménages comme par les gouvernements. Notre étude mondiale révèle que, parmi une série d'options pour le financement des retraites,

23%

des personnes interrogées sont favorables à des efforts visant à encourager les individus à continuer à travailler lorsqu'ils avancent en âge. Toutefois, les gouvernements peuvent également jouer un rôle essentiel en encourageant les particuliers à épargner davantage.

La population mondiale des personnes de plus de 65 ans est appelée à passer de 550 millions d'individus à l'heure actuelle à plus de 1,4 milliards de personnes d'ici à 2050.

Les stratégies employées par les gouvernements à travers le monde devront tenir compte de disparités locales importantes. Les résultats de notre enquête montrent une dichotomie majeure entre l'Asie et les pays occidentaux : dans les pays asiatiques, les personnes interrogées semblent préférer des stratégies les conduisant à continuer à travailler après l'âge de départ à la retraite. En Europe et en Amérique du Nord, les individus sont plus désireux d'épargner davantage, mais en étant encouragés dans ce sens par des baisses d'impôts.

Sur les marchés en développement, on observe une autre distinction importante. Les individus donnent davantage la priorité à l'épargne pour leurs enfants, les parents étant soucieux d'aider la jeune génération à gravir les échelons sociaux. En d'autres termes, les sociétés dont les populations sont les plus jeunes doivent tout d'abord aborder les questions liées à la dépendance des jeunes – en assurant notamment un financement suffisant du système éducatif – avant de se consacrer au problème de la dépendance des personnes âgées. À terme, à mesure que ces enfants entrent dans la vie active, ces sociétés s'intéresseront de plus en plus à la nécessité d'épargner pour la retraite.

Relever le défi du financement de l'automne de la vie : apparition d'un déficit majeur de préparation

Évolution prévisible, la notion de retraite a déjà évolué. L'ancienne vision qui consistait à cesser de travailler du jour au lendemain au moment où l'on prenait sa retraite, cède la place à une phase de transition vers la retraite. Les précédents numéros de cette série ont mis en évidence la perception courante selon laquelle « les septuagénaires sont les nouveaux quinquagénaires », un nombre croissant de personnes restant actifs plus longtemps – soit en continuant à travailler soit à travers le bénévolat.

Face à la rapide évolution du monde, les individus, les gouvernements et les entreprises s'efforcent de trouver des solutions à ces nouveaux

problèmes. Un des principaux défis auxquels nous sommes confrontés réside dans la conscience très limitée qu'ont les personnes des risques croissants auxquels elles sont exposées, ce qui entraîne l'inaction. 27 % seulement d'entre elles affirment parfaitement mesurer les enjeux financiers de leur existence à long terme. À cet égard, on observe un écart entre les hommes et les femmes, ces dernières affichant un degré plus faible de compréhension. Cette situation entraîne un déficit majeur de préparation dans la mesure où les familles ne se donnent pas les moyens de relever ces défis de manière résolue.

43%

des personnes que nous avons interrogées ont pris certaines dispositions, mais elles reconnaissent qu'elles ne savent pas quels revenus elles percevront au moment de leur retraite.

13 % seulement d'entre elles estiment qu'elles sont très bien préparées pour leur retraite. Le déficit de préparation est plus élevé chez les femmes et chez les jeunes épargnants (30-40 ans).


La crise économique réunit tous les ingrédients pour déclencher une crise majeure des retraites

Ces défis ont été exacerbés par la crise économique qui réunit tous les ingrédients pour que se produise une crise majeure des retraites. De fait, on assiste simultanément au désengagement des employeurs et des gouvernements des régimes de retraite ; à la baisse des valorisations des fonds de pension liée à la chute du cours des actions, ce qui entraîne une diminution des actifs des plans de retraite pour les individus, tandis qu'un nombre croissant de personnes décident de réduire ou de reporter leurs cotisations de retraite.

Pas moins de 40 % des personnes interrogées estiment que la crise économique actuelle durera entre 1 et 2 ans. Toutefois, un autre tiers (32 %) prévoient qu'elle durera plus de deux ans. De ce fait, la quasi-totalité des familles – 92 % - ont déjà adopté des stratégies de survie. À l'heure où il est nécessaire d'agir, les événements économiques exercent une influence négative : face à la chute de la valeur de leur patrimoine financier, les ménages cessent de vouloir épargner et donnent la priorité au remboursement des crédits.

Pour l'heure, moins de 20 % des personnes que nous avons interrogées n'ont pas du tout modifié leurs plans de retraite, tandis que 1 personne sur 6 a réduit le montant de ses cotisations de retraite, et près de 1 personne sur 10 prévoit désormais de retarder son départ en retraite à cause de la crise économique mondiale. Cette stratégie de report du départ en retraite est particulièrement visible dans les pays tels que les États-Unis et Singapour où les plans de retraite d'entreprises à cotisations définies sont déjà solidement établis et où les personnes ont souvent une conscience plus aiguë de l'impact de la chute de la valorisation des fonds.

Toutefois, cette évolution comporte également des aspects positifs en ce sens qu'elle met davantage en évidence la double nécessité de consacrer une part de son budget à l'épargne, et de se sensibiliser ou de se former à la finance. Selon nous, la situation actuelle comporte également une autre conséquence positive dans la mesure où elle contraint les gouvernements et les autres acteurs à agir avec plus de rapidité pour éviter le risque d'une aggravation de la crise. Tout attermoirement aurait un coût très élevé pour l'ensemble des acteurs. Cette crise économique a rendu nécessaire une action de plus grande ampleur. L'exercice est ardu, dans un environnement où le remboursement des crédits et l'insécurité de l'emploi l'emportent souvent sur les besoins à plus long terme. Toutefois, certaines solutions pragmatiques ont été adoptées.



**Vous est-il déjà arrivé
de demander des conseils
financiers ?**

L'importance des stratégies de survie « à long terme »

La diversification du patrimoine donne souvent de bons résultats, et les rapports sur l'avenir des retraites que nous avons publiés les années précédentes ont montré le rôle essentiel que peut jouer l'immobilier, parallèlement aux investissements en actions. Cette démarche pourrait s'inscrire dans le cadre d'une stratégie de diversification des investissements à long terme.

L'étude que nous publions cette année sur l'avenir des retraites examine l'allocation d'actifs dans le contexte des incertitudes économiques actuelles, qui ont entraîné une désaffection presque universelle des marchés actions au profit de classes d'actifs moins risquées. Même si cette tendance particulière pourrait s'avérer temporaire, nous devons tous identifier les règles de base de tout placement, afin de déterminer la meilleure stratégie permettant d'assurer un placement équilibré à long terme.

Cette stratégie va nous amener à épargner davantage, en tournant le dos à la consommation ostentatoire qui prévalait avant la crise économique pour adopter une approche plus mesurée consistant à dépenser moins et à épargner davantage. Notre analyse met en évidence une diminution très marquée de la volonté des particuliers de souscrire à un crédit à la consommation. Dans tous les pays, nous observons la volonté des particuliers de rembourser leurs dettes.

La volonté des individus de prendre davantage en charge leur propre avenir n'exonère pas les gouvernements, les employeurs et les établissements financiers de la responsabilité d'éduquer et d'informer. À l'heure actuelle, on observe un déficit majeur d'accès au conseil et à la formation dans le domaine financier. Dans certains pays en développement – tels que l'Inde et la Chine – l'accès aux sources de formation dans le domaine financier est étonnamment satisfaisant. En revanche, il ne fait pas de doute que ces personnes comptent souvent beaucoup sur Internet et sur les membres de leur famille pour s'informer, ce qui ne constitue pas nécessairement la source de conseil la plus adéquate.

Cette situation met en évidence un besoin non satisfait pour les individus de pouvoir rencontrer des conseillers en qui ils ont confiance, ce qui constitue une opportunité majeure pour les fournisseurs de produits d'épargne. Les établissements financiers et les gouvernements devront trouver des solutions créatives sous la forme de produits d'épargne aussi bien pour la constitution d'une épargne pour la retraite que pour la redistribution de revenus. Il est également essentiel que les individus bénéficient d'un meilleur accès au conseil financier afin de les aider à planifier ces différentes étapes de la vie.

De même qu'ils se préparent pour demain, les individus doivent également mettre en place une protection pour aujourd'hui. Les familles réagissent positivement à cette nécessité et il ne fait pas de doute que les produits d'assurance seront l'option la plus populaire au cours des 12 mois à venir. Toutefois, les familles semblent se focaliser davantage sur la nécessité d'assurer leurs biens et sur le filet de sécurité « à court terme » : dans certains pays, certains besoins tels qu'une assurance animal domestique prennent la priorité sur la protection de la santé et des revenus à long terme.

Face à ces tendances à long terme et aux pressions financières qui s'exercent à court terme, le message qui s'impose à tous les individus est simple et clair : à notre époque, il est de plus en plus nécessaire de compter sur soi-même pour assurer ses ressources. Cette situation implique de gérer des aspects financiers de plus en plus complexes, mais les individus ne peuvent plus se permettre de les reporter. Tout attermolement comporte assurément un coût très élevé. Il faut agir sans tarder.

Partie 1

Bouleversement démographique : il est temps de se préparer

Dans la première section du présent rapport, nous partons du point de départ en montrant comment les bouleversements démographiques auxquels on assiste dans différents pays sont appelés à suivre une évolution convergente au cours des quatre prochaines décennies.

Quelques données clés

La population mondiale est appelée à passer de 2 milliards d'individus à plus de 9 milliards d'individus en moins d'un siècle ¹.

La population mondiale des personnes de plus de 65 ans est appelée à passer de 550 millions d'individus à l'heure actuelle à plus de 1,4 milliards de personnes d'ici à 2050 ².

Le Japon – le TGV (ou plutôt le « Shinkansen ») démographique – est le pays qui connaît le processus de vieillissement le plus rapide. D'ici à 2050, près de 40 % de la population aura 65 ans ou plus ³.

Les politiques de planification familiale ont un impact majeur sur l'accélération du processus de vieillissement dans des pays tels que la Chine et la Corée.

Pour la première fois en 2007, le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans a dépassé le nombre de personnes de moins de 16 ans au Royaume-Uni. La planète devrait atteindre cette proportion aux alentours de 2080 ⁴.

Cette croissance démographique proviendra en grande partie de pays où l'accès aux pensions de retraites est actuellement limité. En Inde, la population en âge de travailler, et ne bénéficiant pas formellement d'un régime de retraite s'élève à 284 millions de personnes au total ⁵.

En Chine, les actifs des caisses de retraite devraient enregistrer une croissance annuelle de 30 % d'ici à 2015 – l'année même au cours de laquelle le nombre de Chinois partant à la retraite dépassera le nombre de Chinois entrant sur le marché du travail ⁶.

1. Projection de population de la Division de la Population des Nations unies, mars 2009

2. Projection de population de la Division de la Population des Nations unies, mars 2009

3. L'Observateur de l'OCDE, mars 2007

4. Social Trends 39, UK Office of National Statistics, 2009

5. Building a pensions powerhouse, Global Pensions, 15 octobre 2008

6. China faces up to spectre of 1-2-4, Global Pensions, 19 février 2005

Cette évolution représente un bouleversement démographique ; un «baby-boom» mondial sur plus d'un siècle.

Un bouleversement démographique et le passage d'un monde jeune à un monde âgé

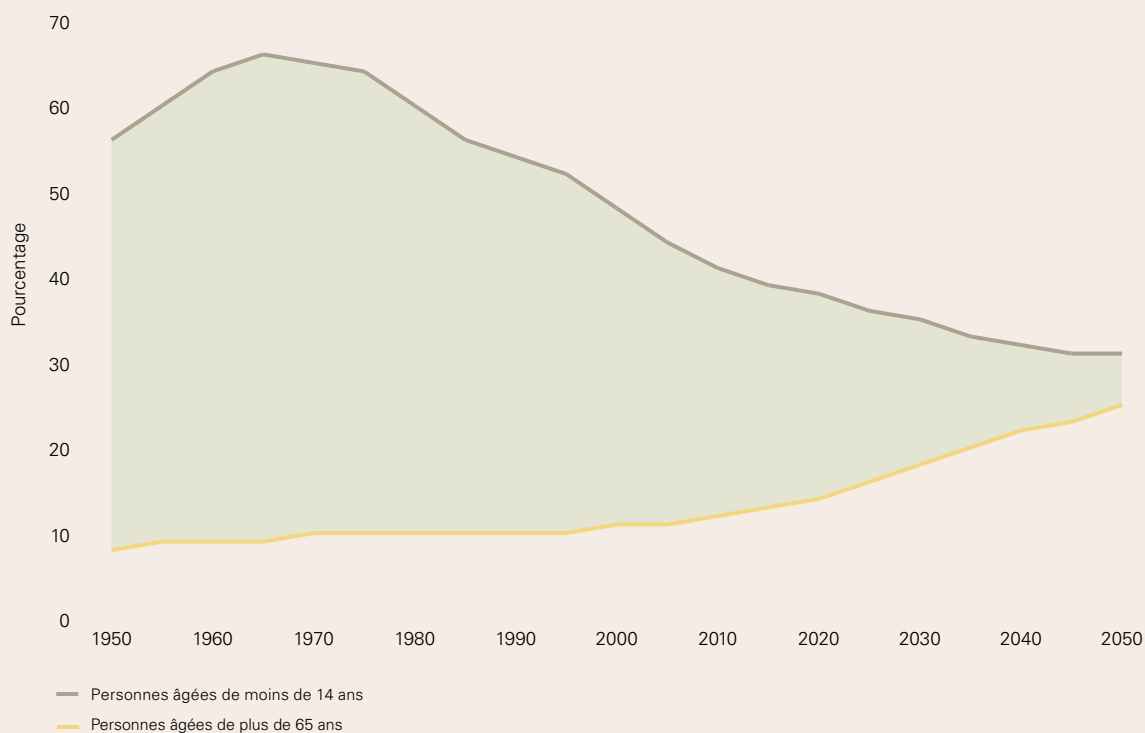
La Terre a pris 10 000 générations pour franchir la barre des 2 milliards d'habitants au milieu du siècle passé, mais d'ici à 2050, on prévoit que la population mondiale sera supérieure à 9 milliards d'individus dont une proportion beaucoup plus élevée qu'aujourd'hui sera à la retraite. De fait, cette évolution représente une évolution démographique de très grande ampleur ; un « baby-boom » mondial sur plus d'un siècle. Le monde industrialisé donne déjà une illustration de l'impact de l'apparition d'une génération du baby-boom

sur les systèmes de retraite. Les enfants qui sont nés après la seconde guerre mondiale, période au cours de laquelle on a assisté à une augmentation considérable des naissances, doivent atteindre l'âge de la retraite au cours de la prochaine décennie. De fait, beaucoup de pays industrialisés ont lancé une réforme en profondeur de leur système de retraite.

Tentant d'établir un lien entre cette croissance démographique et les tendances plus générales, à savoir l'industrialisation et le développement économique, les démographes ont mis au point une théorie du cycle démographique,

une norme identifiable de croissance démographique caractéristique des pays industrialisés. À terme, lorsque la richesse sera répartie de manière plus homogène, on finira par assister à une chute du taux de natalité. De plus, l'allongement continu de l'espérance de vie entraîne également un allongement de la retraite. La tendance à l'accroissement du nombre de personnes à la retraite déjà observable en Occident devrait également toucher les économies émergentes en Asie, en Amérique latine et au Moyen Orient.

Fig. 1 Nombre de personnes de moins de 14 ans et de plus de 65 ans en proportion de la population mondiale⁸



Source : Projection de population de la Division de la Population des Nations unies, (Révision 2008)

7. Une vérité qui dérange, Al Gore, 2006.

8. Projection de population de la Division de la Population des Nations unies, (Révision 2008)

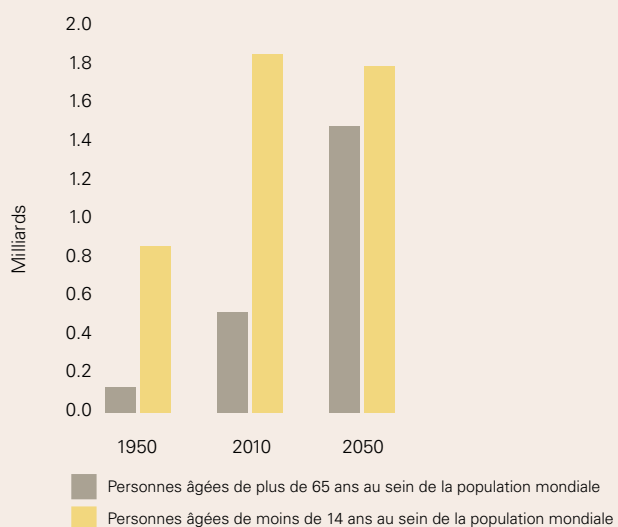
Les taux de natalité élevés se sont traduits par une population jeune. Dans les années 1960, le nombre de personnes âgées de moins de 14 ans a atteint son point haut pour représenter environ les deux tiers de la population mondiale [figure 1]. Aujourd'hui, cette proportion est déjà retombée à un peu plus de 40 %. La prédominance actuelle des jeunes au sein de la population mondiale finira par disparaître à mesure que diminue le nombre d'enfants et qu'augmente le nombre de retraités. En fait, au niveau mondial, le nombre de retraités est appelé à dépasser la population chinoise d'ici à 2050.

Comme nous l'indiquons plus haut, dans les économies développées telles que les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et la France, la génération du baby boom devrait partir à la retraite au cours des 15 prochaines années. En Chine, les départs massifs à la retraite interviendront vers le milieu de ce siècle.

En Inde, où la grande phase d'essor de la population s'est produite plus tardivement, et se poursuit encore, la phase majeure de départs à la retraite ne se produira pas avant les années 2070-80. A mesure que les économies émergentes

du Sud et de l'Est convergent vers les économies développées occidentales, la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus est appelée à augmenter en Amérique latine et en Asie. La figure 3 montre que le Japon – le TGV (ou plutôt le « Shinkansen ») en matière de vieillissement – sera rejoint par la Corée et par la Chine parmi les pays qui affichent un rythme de vieillissement plus rapide que les pays occidentaux. Les pays qui affichent la ligne de tendance la plus pentue sont ceux qui affichent le rythme de vieillissement le plus rapide.

Fig. 2 Nombre de personnes âgées de plus de 65 ans par rapport au nombre de personnes âgées de moins de 14 ans au sein de la population mondiale ⁹



Source : Projection de population de la Division de la Population des Nations unies, (Révision 2008)

9. Projection de population de la Division de la Population des Nations unies, (Révision 2008).

Avant la fin de ce siècle, le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans sur cette planète sera supérieur au nombre de personnes de moins de 14 ans.

Impact du bouleversement démographique : dividende démographique ou crise en gestation ?

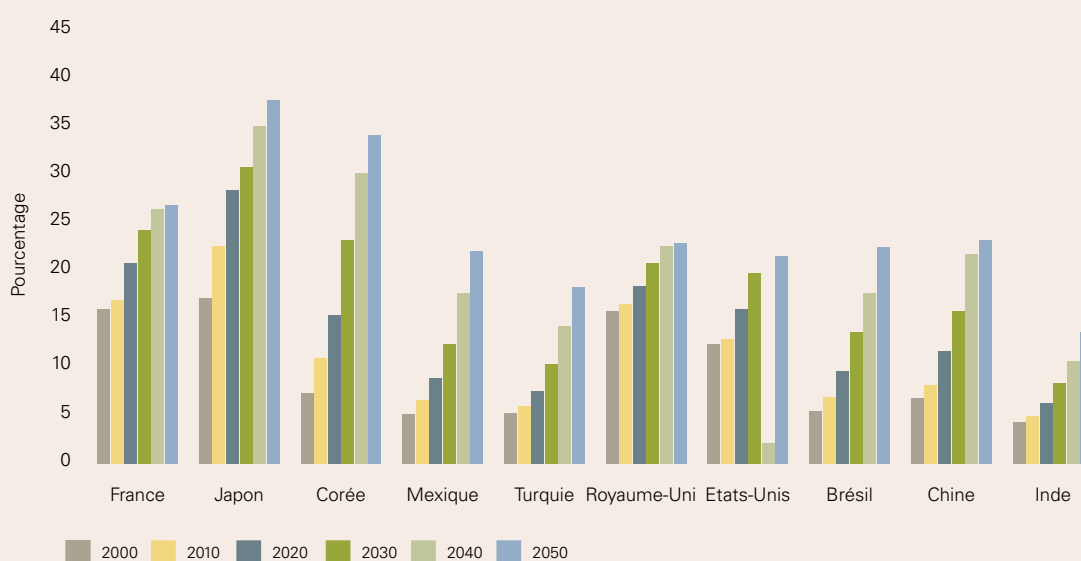
Les avis sont partagés sur la question de savoir si l'augmentation du nombre de retraités constitue une menace ou une opportunité. Le vieillissement de la population est souvent décrit comme une « bombe à retardement » démographique prête à exploser, entraînant la destruction des systèmes de retraites actuels. Toutefois, rien n'empêche de considérer l'automne de la vie comme une opportunité majeure ; une nouvelle phase de la vie où l'on peut passer plus de temps en famille, se découvrir de nouveaux centres d'intérêts, développer de nouveaux talents, et même continuer à travailler ou se lancer dans une carrière entièrement nouvelle. Les opportunités sont innombrables. À condition d'avoir pris les dispositions nécessaires. Il faut agir sans tarder.

Le dividende démographique

La transition vers des taux faibles de natalité et de mortalité aura quelques effets positifs, ce qui pourrait être qualifié de « dividende démographique ». Ce phénomène offre aux économies émergentes une réelle opportunité de prendre les dispositions nécessaires pour assurer le financement de la population future de retraités. Tout d'abord, ces pays disposeront d'une population en âge de travailler considérable. L'arrivée à l'âge adulte et l'entrée dans la vie active de cette masse d'enfants dépendants se traduira par une chute du ratio de dépendance des jeunes. Cette évolution entraînera une baisse des investissements nécessaires pour satisfaire les besoins de tranches d'âge les plus jeunes, libérant ainsi des ressources pour investir dans le développement économique et dans les actions en faveur de la famille. Ensuite, l'aisance croissante générée par tous

ces travailleurs supplémentaires réunira les conditions économiques permettant une augmentation des niveaux d'épargne au sein des familles. Cette fenêtre d'opportunité démographique ne durera pas éternellement. À terme, cette grande vague d'actifs prendra de l'âge, et deviendra moins productive, tandis que les plus jeunes seront moins nombreux du fait de la baisse des taux de fécondité. Lorsque cette évolution se produira, la proportion de dépendants dans la population augmentera de nouveau, mais cette fois, il sera nécessaire de consacrer des ressources plus importantes aux personnes les plus âgées et non plus aux jeunes. Cette transition peut être observée dans des pays tels que la Chine et la Corée et elle pourrait être encore accélérée par les politiques de régulation des naissances.

Fig. 3 Hausse du pourcentage de personnes âgées de plus de 65 ans dans une série de pays entre 2000 et 2050 ¹⁰



Source : Projection de population de la Division de la Population des Nations unies, (Révision 2008)

10. Projection de population de la Division de la Population des Nations unies, (Révision 2008)

Prendre de l'âge avant de s'enrichir : les pays les plus peuplés sont-ils les mieux placés pour percevoir ce dividende ?

Étude de cas : la Chine

En Chine, où l'âge moyen est désormais de 33 ans, le nombre de personnes partant à la retraite commencera à dépasser le nombre de personnes arrivant sur le marché du travail dès 2015. La Chine est lancée dans une course contre la montre pour jeter les fondations d'un nouveau système de retraite et le doter rapidement en actifs. La Chine a déjà accompli des avancées considérables vers la création d'un système de retraite « contributif » équilibré. Toutefois, ce pays reste confronté à des défis considérables. Depuis les années 1970, la « politique de l'enfant unique », conjuguée à l'allongement rapide de l'espérance de vie, a beaucoup fait évoluer la proportion de personnes âgées dépendantes dans la population (nombre de retraités par rapport au nombre de personnes en âge de travailler). Entre 1970 et 2040, cette proportion devrait chuter de 8 pour 1 à seulement 2 pour 1. Indépendamment des pressions qui s'exerce sur le financement des pensions de retraite, cette évolution fait apparaître des problèmes particuliers de financement des soins aux personnes âgées.

Étude de cas : l'Inde

En Inde, où l'âge moyen est de seulement 26 ans, la fenêtre d'opportunité restera ouverte plus longtemps, mais l'Inde a un plus long chemin à parcourir pour construire son régime de retraite. Les régimes de retraite formels couvrent seulement 13 % des salariés en Inde, le nombre de personnes sans couverture de retraite atteignant 284 millions au total ¹¹.

Fig. 4 La Chine aujourd'hui (année 2000) ; la Chine demain (année 2050)

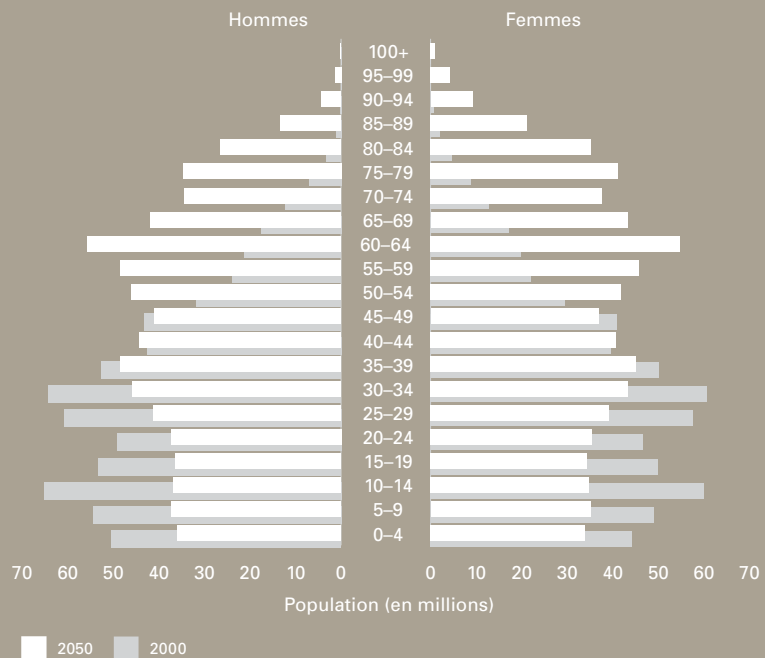
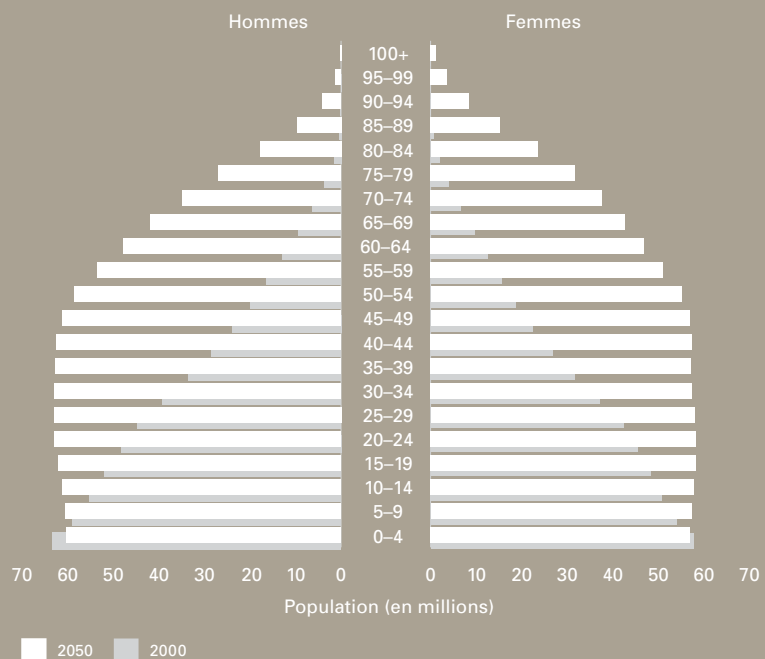


Fig. 5 L'Inde aujourd'hui (année 2000) ; l'Inde demain (année 2050)



11. Building a pensions powerhouse, Global Pensions, 15 octobre 2008
Source Figs. 4 & 5 : Base de données internationale du U.S. Census Bureau

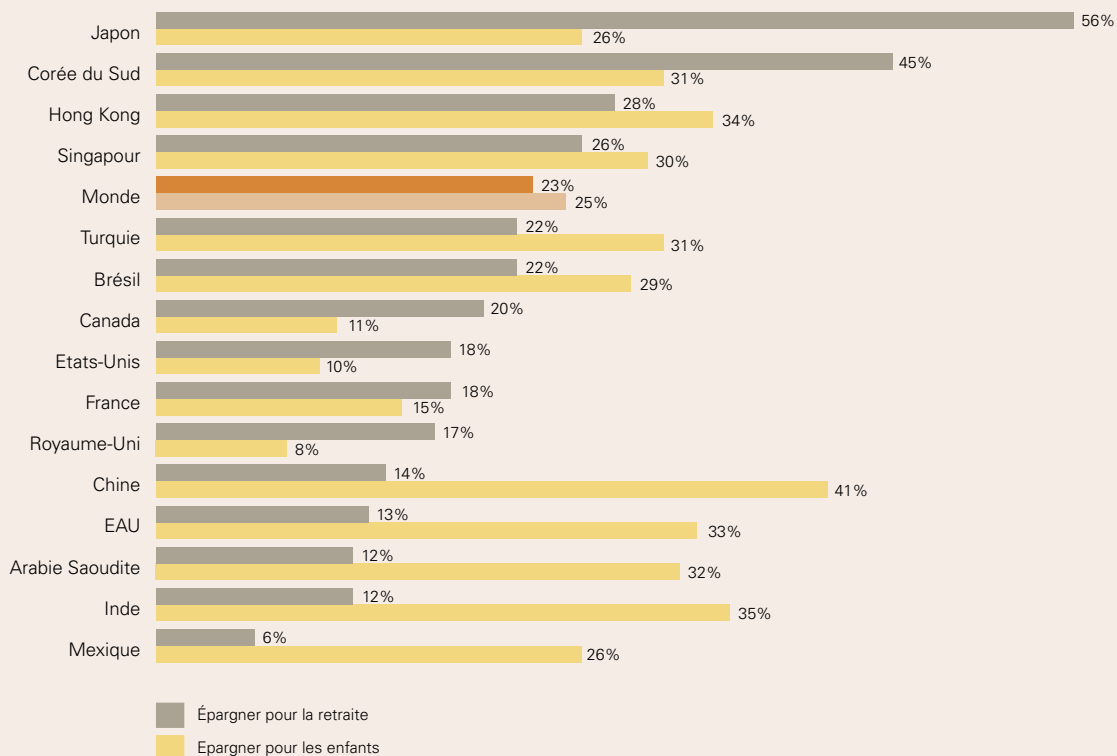
Les économies émergentes épargnent-elles suffisamment pour la retraite ?

De prime abord, beaucoup d'économies émergentes empochent effectivement le dividende démographique. À l'heure actuelle, les pays asiatiques affichent souvent des taux d'épargne très élevés, supérieurs à 20 % du PIB. Toutefois, ces taux d'épargne élevés pourraient masquer certains risques significatifs en raison de leur répartition très inégale. Par ailleurs, les supports de l'épargne sont

souvent loin d'offrir les meilleurs rendements à long terme. De plus, l'actif des plans de retraite représente généralement un montant assez limité. Par exemple, ce chiffre représente seulement 5 % du PIB en Inde, et seulement 1 % en Chine, contre 90 % en moyenne dans les pays de l'OCDE¹². Les résultats du rapport sur l'avenir des retraites que nous publions cette année montrent que le fait d'afficher un taux d'épargne élevé ne signifie pas nécessairement que l'actif des fonds de pension est

suffisant compte tenu du fait que la décision d'épargner ne se fonde pas toujours sur les mêmes motivations selon les pays. La figure ci-après montre que les tigres asiatiques traditionnels sont les seuls pays qui se placent au-dessous de la moyenne mondiale dans l'ordre des pays qui placent l'approche de l'âge de la retraite parmi les motivations de l'épargne. Dans la plupart des économies émergentes, le désir d'épargner pour ses enfants l'emporte sur la nécessité d'épargner pour sa retraite.

Fig. 6 Motivations de l'épargne
Financer la retraite ou épargner pour les enfants



12. Perspectives de l'OCDE sur les pensions privées (2008)



**Considérez-vous les banques
comme la meilleure source de
conseil financier ?**



Partie 2

Relever le défi démographique : la voie vers une réforme des retraites

Le bouleversement que nous décrivons plus haut, qui intervient sur une durée légèrement supérieure à celle d'une vie humaine, exercera inévitablement une pression financière accrue sur l'ensemble des pays, les contraignant à réformer les systèmes existants de retraite et d'assurance maladie. Chacun d'entre nous - gouvernements, employeurs et familles - doit repenser et redéfinir la manière d'envisager et de planifier la retraite et l'automne de la vie. Nous décrivons plus loin les implications de cette situation pour les 15 pays couverts par notre enquête sur l'avenir des retraites, et nous décrivons les chances de réforme. Les résultats de notre enquête révèlent surtout le type de réforme souhaitée par les familles elles-mêmes.

Quelques données clés

Globalement, 31 % des personnes interrogées sont favorables à des mesures d'encouragement de l'épargne volontaire au moyen de réductions d'impôt.

Le taux de soutien est particulièrement élevé au Royaume-Uni, au Canada et aux Etats-Unis – ainsi que dans un certain nombre d'économies émergentes telles que la Turquie, le Brésil et le Mexique.

Au Brésil, les réformes ont déjà entraîné une augmentation phénoménale de l'actif des fonds de pension depuis leur mise en œuvre au milieu des années 1990 – l'actif des fonds passant de 1 milliard USD en 1994 à 20 milliards USD en 2005.

Le nombre de personnes favorables à un recul de l'âge de départ à la retraite est sensiblement plus élevé dans les pays asiatiques, notamment en Corée et à Singapour.

A 13 %, le soutien pour les modèles de sécurité sociale financés par l'impôt rencontre moins de succès. Il semble que ces modèles aient pratiquement cessé d'inspirer le moindre soutien, l'épargne privée rencontrant un succès croissant auprès des jeunes.

En 2008, le taux d'épargne volontaire a atteint son point bas depuis 50 ans au Royaume-Uni – à seulement 1 %. Cette évolution a entraîné la mise en place d'un nouveau modèle d'épargne retraite obligatoire en 2012.

Le soutien aux modèles d'épargne obligatoire – souvent considérés comme une forme d'imposition – s'est également avéré plus faible ¹³.

13. Policy Issues in Insurance, OCDE 2004

Globalement, 31 % des personnes interrogées sont favorables à des mesures d'encouragement de l'épargne volontaire au moyen de réductions d'impôt.

Réforme des retraites : redéfinir les règles du jeu

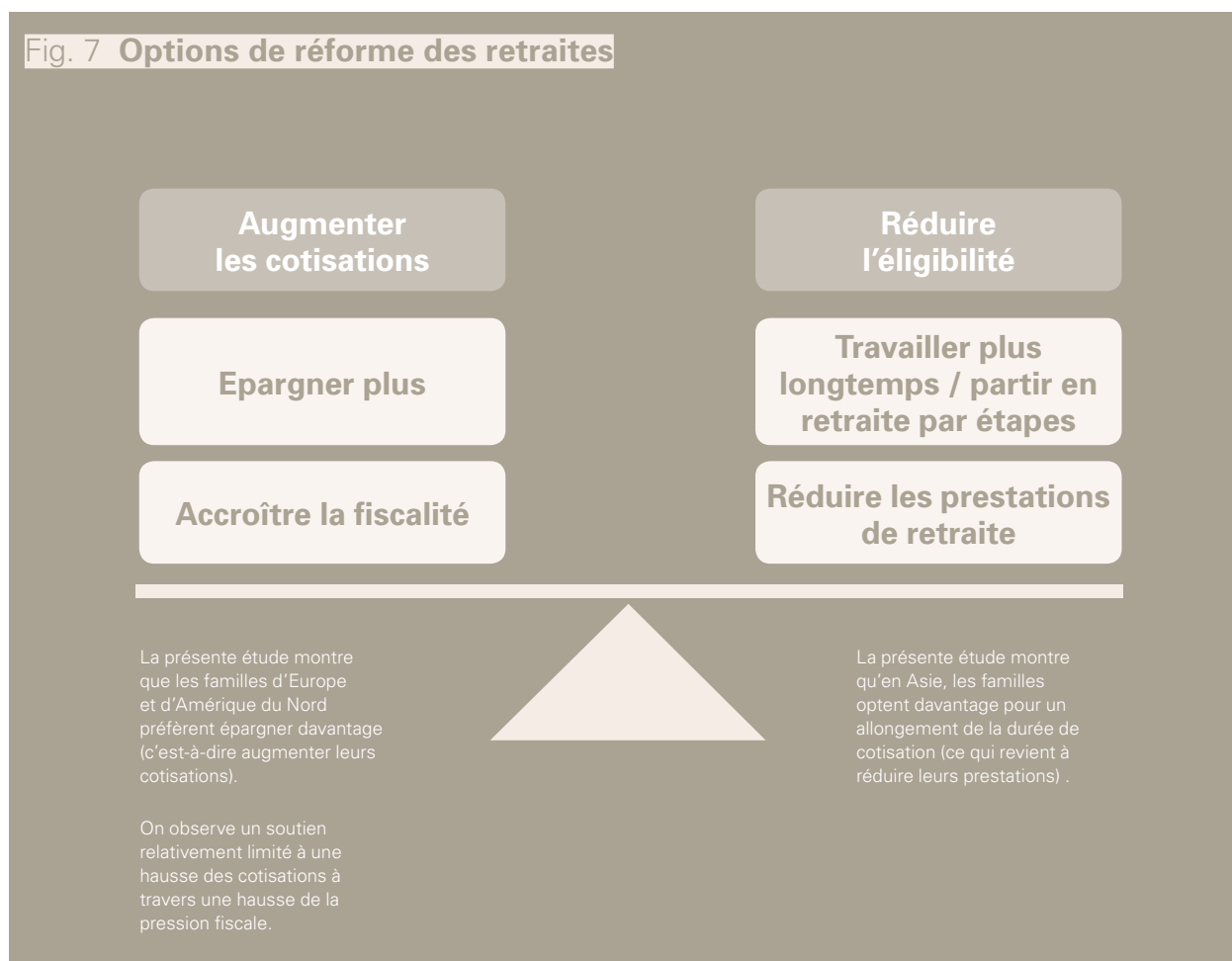
Le bouleversement démographique mis en évidence en introduction suscite déjà un besoin pressant de réformer les systèmes de retraite de nos sociétés. Même dans les pays dont les systèmes de retraite sont actuellement bien financés, cette nécessité se fait de plus en plus ressentir. A Singapour, par exemple, le nombre d'adhérents de plus de 55 ans au Fonds central de prévoyance (CPF) est passé de 105 000 dans les années 1980 à 695 000 au cours de

la présente décennie. Sur la même période, le nombre d'adhérents de moins de 24 ans a diminué de moitié¹⁴.

Tous les pays sont confrontés à des défis et des choix similaires pour rééquilibrer leurs systèmes de retraites. Ils peuvent soit chercher à accroître les cotisations (ce qui a été tenté en France avec la création d'une série de nouveaux produits d'épargne retraite), soit réduire les prestations (à Singapour, par exemple, l'âge de la retraite a été

relevé de 62 à 65 ans). En réalité, l'ensemble des pays devraient s'engager dans les deux voies, comme au Royaume-Uni où le gouvernement a légiféré pour introduire un système de comptes personnels à partir de 2012, tout en envisageant parallèlement de porter l'âge de la retraite de 65 à 68 ans. Ces réformes visent à trouver un équilibre entre une hausse des cotisations aujourd'hui et une baisse des prestations demain.

Fig. 7 Options de réforme des retraites



14. Keeping pace with age, Global Pensions, 9 juin 2008

Pour trouver le bon équilibre, tous les pays devront redéfinir les concepts actuels de retraite. L'évolution qui est peut-être la plus notable est celle du rôle de l'Etat et de l'employeur qui deviennent de plus en plus des « facilitateurs », soutenant les particuliers dans leur effort d'épargne pour la retraite. La Banque mondiale a défini un nouveau modèle plus équilibré de financement des régimes de retraite reposant sur trois piliers. Ce modèle, qui conduit à un partage plus équilibré des responsabilités, intègre un rôle pour la sécurité sociale (pilier 1). Toutefois, ce modèle offrira souvent des taux de remplacement faibles au moment du départ à la retraite. Dans cette optique, le deuxième pilier (les régimes professionnels traditionnels tels que les régimes à prestations définies indexées sur le salaire final) et le troisième pilier (notamment

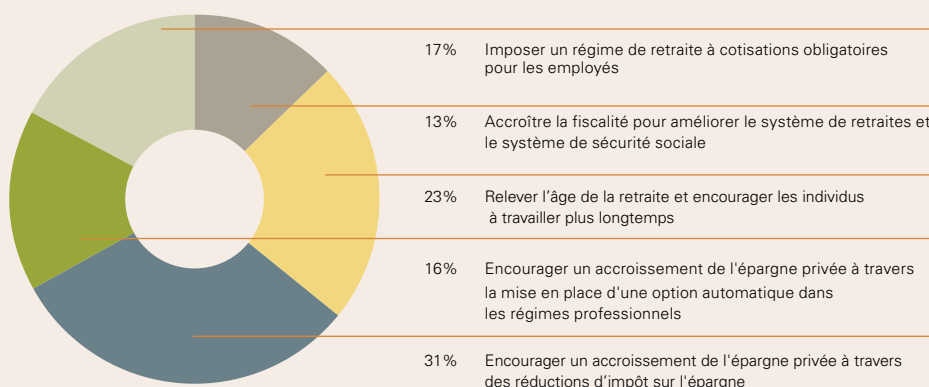
les comptes retraite personnels à cotisations définies) contribuent à la mise en place d'une meilleure couverture retraite avec des prestations adéquates.

L'annexe 2 décrit la manière dont l'ensemble des 15 pays couverts par notre enquête ont déjà commencé à mettre en place les différents piliers des régimes de retraite. À ce jour, il semble qu'on observe un degré remarquable de convergence dans le sens d'une réforme des retraites. Certains pays ont décidé qu'ils n'avaient pas besoin de mettre en place les trois piliers, préférant des régimes obligatoires, comme à Hong Kong, à Singapour et au Mexique. Toutefois, tous les pays prévoient un recours accru aux familles et aux individus, ce qui devrait favoriser une grande variété de choix personnels pour la retraite.

Réforme des retraites : comment les familles souhaitent-elles se préparer pour la retraite à travers le monde ?

Les conclusions de notre enquête montrent que les familles sont très souvent favorables aux mesures décrites plus haut. Au total, 31 % des personnes interrogées au niveau mondial sont favorables à des mesures visant à encourager l'épargne volontaire à travers des réductions d'impôt (3ème pilier). A titre de comparaison, les autres options de réforme réunissent une adhésion moins large : l'option consistant à relever les charges fiscales en vue de financer les systèmes plus généreux de sécurité sociale est soutenue par 13 % des personnes interrogées, et celle consistant à reculer l'âge de la retraite réunit 22 % d'opinions favorables.

Fig. 8 Ce que devraient faire les pouvoirs publics pour relever le défi du financement des retraites



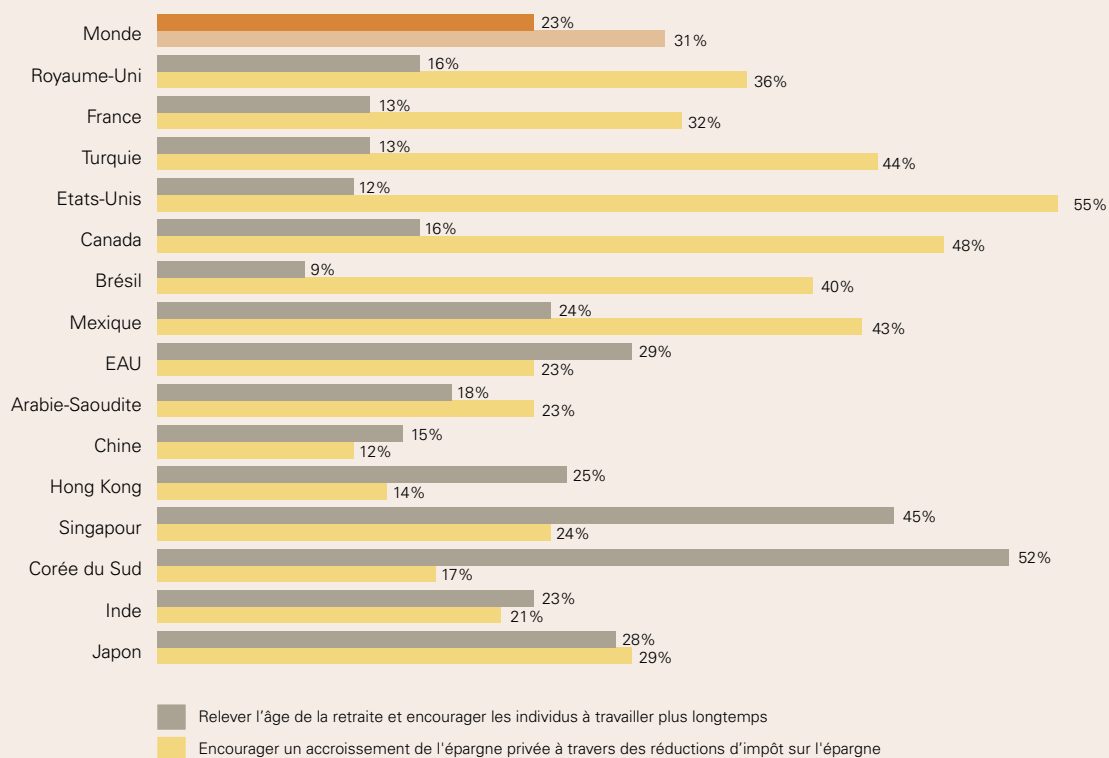
Toutefois, on observe d'importantes différences d'une région à l'autre dans le type de réformes souhaitées par les familles. L'approche volontaire associée à des mesures d'incitation fiscale est particulièrement populaire auprès des familles au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, au Canada, au Mexique et au Brésil. La figure 8 montre que le recul de l'âge de la retraite et les mesures consistant à encourager les personnes à travailler

plus longtemps sont favorisées par les familles à Singapour, en Corée, et sont plus populaires au Japon et à Hong Kong. Ce phénomène signale une divergence culturelle importante entre l'Orient et l'Occident dans l'attitude vis-à-vis de la réforme.

Les résultats de notre enquête montrent également une divergence générationnelle entre les jeunes travailleurs, qui soutiennent

l'approche volontariste, les travailleurs moins jeunes et ceux qui sont déjà partis à la retraite, plutôt favorables au maintien du rôle des systèmes de sécurité sociale. Cette divergence est confortée par l'exemple des mesures mises en œuvre en France en 2004, les produits d'épargne retraite individuelle encouragés par des incitations fiscales ayant plutôt attiré les jeunes.

Fig. 9 Différences régionales sur la réponse que doivent apporter les pouvoirs publics au vieillissement de la population : travailler plus longtemps ou encourager un accroissement de l'épargne à travers des réductions d'impôt



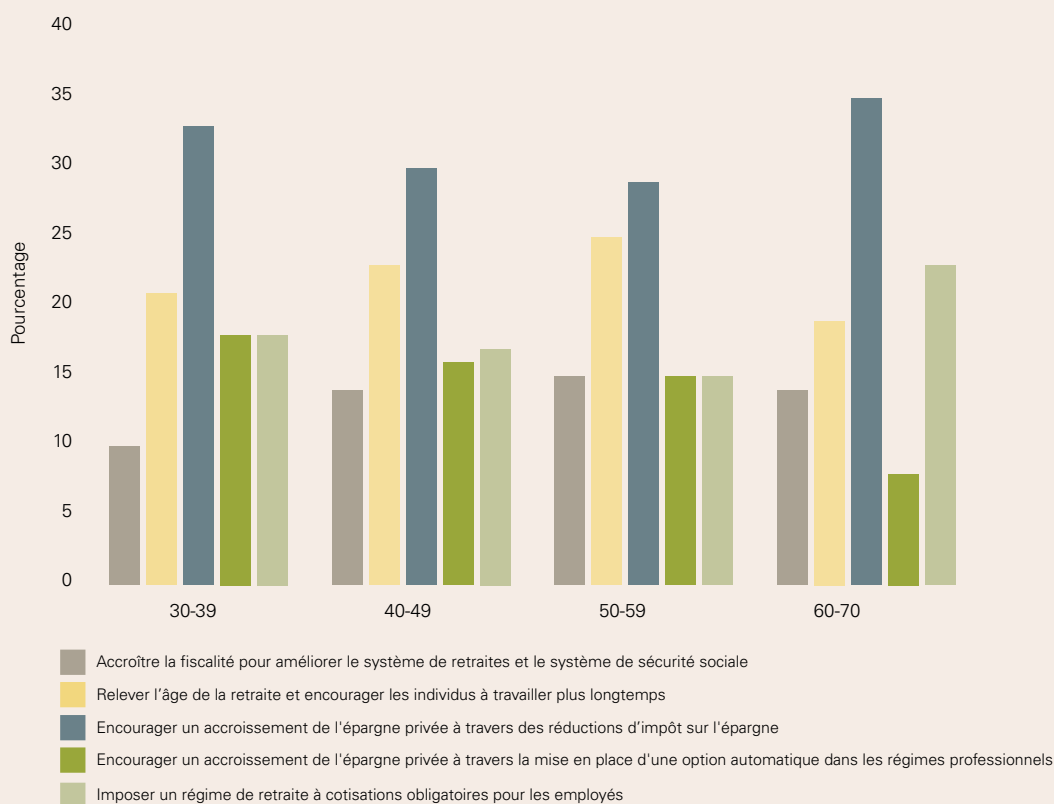
Au centre de tout modèle de planification des retraites, il convient clairement de placer les personnes et leur famille.

Les résultats de notre enquête montrent que les individus ont conscience de la nécessité d'assumer eux-mêmes une part plus grande de responsabilité. Le modèle présenté dans la figure ci-après montre l'évolution possible de l'avenir des retraites d'ici à 2020. Au centre de ce modèle, il convient clairement de placer les personnes et leur famille. Les prestations des systèmes de sécurité sociale et des employeurs continueront d'exister, mais ce type de régime de retraite

continuera à assurer une portion de plus en plus faible des pensions de retraite des familles. A l'inverse, une part croissante des pensions de retraite proviendra des individus eux-mêmes, encouragés en ce sens par les gouvernements, les employeurs et les prestataires de services financiers qui leur donneront accès aux outils nécessaires, à savoir des produits d'épargne à long terme associé à un conseil financier.

Cette réflexion sur la retraite s'articule autour de la nécessité d'épargner davantage voire de travailler plus longtemps. De fait, dans toutes les sociétés, quatre facteurs essentiels devront être pris en compte pour faire de la retraite un âge d'opportunités plutôt que de détresse financière. Ces facteurs sont liés entre eux, et aucun d'entre eux ne peut être négligé sans risque de compromettre la capacité des familles à prendre les dispositions nécessaires pour préparer leurs retraites.

Fig. 10 Points de vue des différentes tranches d'âge sur la réponse des pouvoirs publics au vieillissement de la population



Source : Projection de population de la Division de la Population des Nations unies, (Révision 2008)

Fig. 11 L'Avenir des retraites : accès aux moyens économiques



Accès aux moyens financiers

Les familles ont-elles les moyens de prendre l'habitude d'épargner ?

Accès à la formation dans le domaine financier

Les familles ont-elles conscience des responsabilités qui leur incombent ?

Accès au conseil financier

Les familles disposent-elles d'interlocuteurs de confiance qui peuvent les aider à assumer ces responsabilités ?

Accès aux produits d'épargne retraite

Les familles ont-elles le choix entre une gamme appropriée de produits d'épargne et d'assurance pour satisfaire leurs besoins ?



**Que faites vous pour surmonter
la crise financière ?**



Partie 3

L'Avenir des retraites : les conditions d'une planification réussie de la retraite

Dans cette partie, nous examinons les facteurs qui sont susceptibles de faire obstacle à la réalisation des projets de retraite. En vue de mieux assumer leur responsabilité, les familles devront avoir les moyens financiers, être mieux formés et conseillés dans le domaine financier et disposer de produits d'épargne retraite de meilleure qualité. Si ces conditions sont réunies, la retraite sera un âge d'opportunités plutôt que de détresse financière.

Quelques données clés

43 % des individus n'ont reçu aucune formation dans le domaine financier – cela signifie que pour les deux cinquièmes de l'échantillon mondial, un des éléments fondamentaux qui permet de sensibiliser les personnes aux enjeux des retraites fait défaut.

47 % des familles n'ont jamais eu accès à un conseil financier professionnel, ce qui traduit l'émergence d'un « déficit de conseil » au niveau mondial.

Les effets conjugués de cette carence en formation et en conseil créent un déficit majeur de préparation au sein de notre échantillon mondial. L'indice mondial de préparation montre que 43 % des familles estiment qu'elles n'ont pas suffisamment préparé leur retraite.

87 % des sondés au niveau mondial n'ont aucune idée du revenu qu'ils percevront au moment du départ à la retraite.

9 % seulement des personnes interrogées considèrent qu'elles devront tôt ou tard acquérir une rente – indépendamment de l'évolution mondiale vers les retraites « individuelles ».

On observe clairement un décalage entre les exigences des consommateurs et leurs besoins – les familles continuent à se focaliser sur des produits tels qu'une assurance animal domestique en négligeant des besoins tels que la protection de leurs ressources. Il est surprenant de constater que cette mentalité prévaut même durant une crise économique, alors que les ressources des familles sont menacées par le risque de chômage.

A l'avenir, les enjeux de la retraite s'articuleront donc de plus en plus autour des thèmes jumeaux de la préparation et de l'autosuffisance. La question qui se pose est celle de savoir si les individus sont en mesure de reconnaître ces besoins, et de se donner les moyens de les satisfaire.

Les nouvelles responsabilités qui incombent aux familles peuvent être illustrées à travers un schéma simple présentant un « cycle de vie ». Au début de leur vie adulte, les individus ont quelques chances d'avoir besoin du soutien de leur famille ou d'obtenir des prêts pour pouvoir assumer leur train de vie. Au milieu de leur vie adulte, l'avancement de leur carrière et la progression de leurs revenus leur permet d'assurer eux-mêmes le soutien de leur famille et, espérons-le, de prendre l'habitude d'épargner. Enfin, à l'automne de la vie, les individus doivent employer cette épargne pour assurer leurs ressources au moment de leur retraite. Ce cycle de vie est présenté dans la figure 12.

Cette courbe qui présente l'évolution de l'épargne et de la consommation est différente d'un pays à l'autre. Toutefois, en règle générale, il ne fait pas de doute que durant la vie active, les revenus permettent non seulement d'assumer la consommation avant la retraite mais aussi l'épargne à long terme. Au moment du départ à la retraite, la nécessité d'épargner cède la place à la nécessité de convertir l'épargne en revenu en vue de préserver le niveau de consommation durant la retraite. Une grande variété de nouveaux produits et de conseils financiers doivent apparaître tout au long de ce cycle de vie pour permettre aux familles de rester auto-suffisantes pendant leur retraite. A l'avenir, les enjeux de la retraite s'articuleront donc de plus en plus autour des thèmes jumeaux de la préparation et de l'autosuffisance.

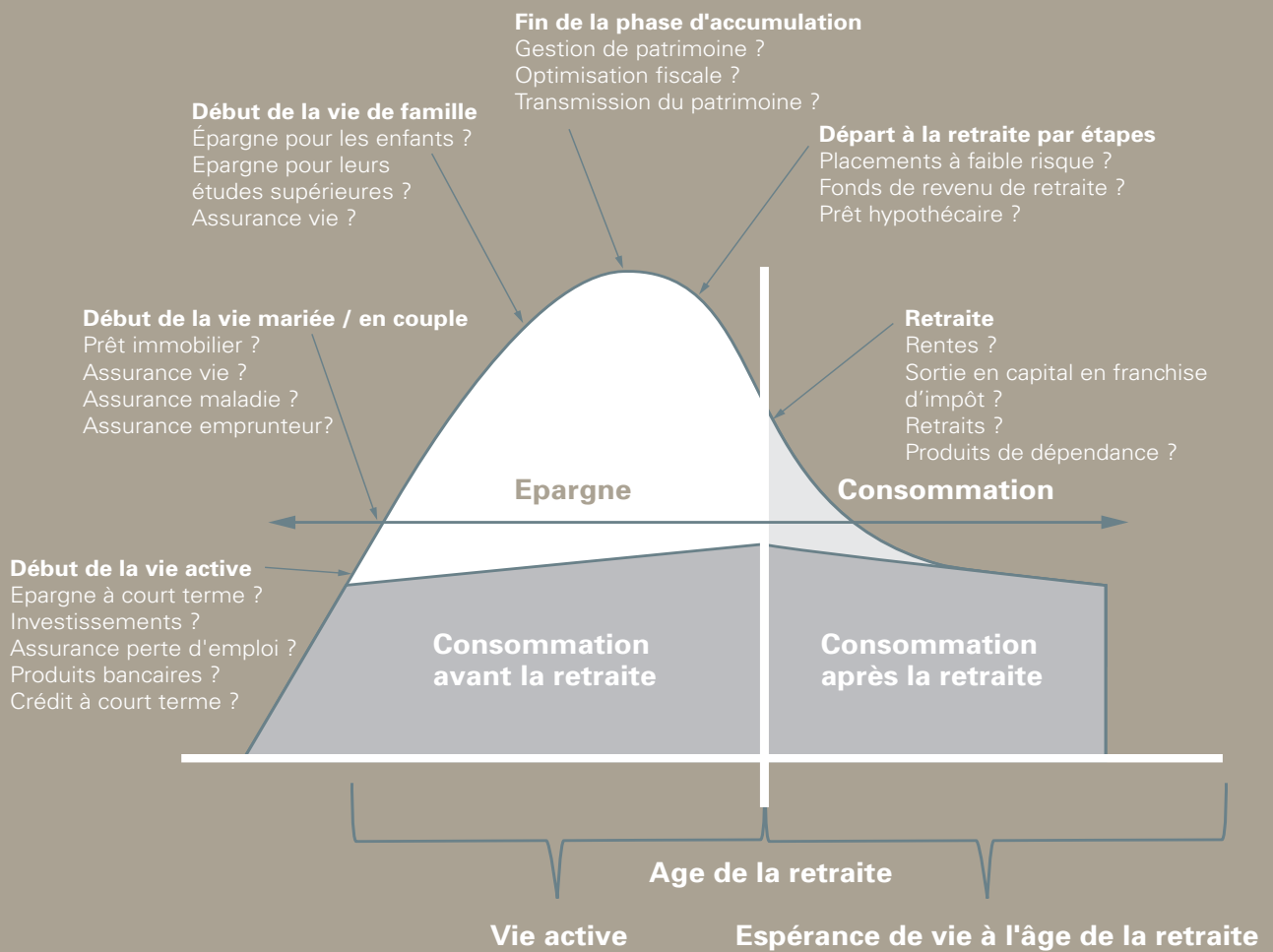
La question qui se pose est celle de savoir si les individus sont en mesure de reconnaître ces besoins, et de se donner les moyens de les satisfaire. Les familles doivent répondre à plusieurs questions importantes tout au long de ce cycle de vie, à savoir :

- ▶ À quel âge doit-on commencer à épargner ?
- ▶ Combien faut-il épargner ? A quel moment doit-on commencer à augmenter ou à diminuer les montants épargnés ?
- ▶ Quels produits d'épargne choisir ?
- ▶ Comment investir ? Quel degré de risque assumer ?
- ▶ Doit-on employer d'autres méthodes de constitution du patrimoine, tels que des achats immobiliers ?
- ▶ Comment sécuriser ses revenus à la retraite ? Vaut-il mieux sortir en rente ou en capital ?
- ▶ Quels produits d'assurance pour protéger son épargne ?

De même que le processus de départ à la retraite, les besoins en conseil des individus au moment du départ à la retraite est appelé à changer rapidement. Par exemple, la transition des régimes à prestations définies vers les régimes à cotisations définies – qui deviennent de plus en plus la norme mondiale – donnent plus d'importance à l'accès au conseil durant la phase de « décumulation » – qui consiste à vivre, à partir du moment de la retraite, grâce au capital épargné jusque là. Les résultats de notre enquête montrent qu'un nombre élevé de personnes n'ont pas accès au conseil (47 %) et à la formation (43 %) dans le domaine financier, ce qui les prive des moyens d'identifier des solutions appropriées pour satisfaire leurs besoins financiers. Un grand nombre de produits tout au long du cycle de vie de l'épargne ne sont pas reconnus comme de véritables réponses aux besoins des familles.

Le fait qu'un tel nombre de personnes décident de placer leur épargne dans des régimes individuels, mais qu'elles ne voient pas la nécessité d'acquiescer une rente est lié à une série de facteurs. La grande majorité des familles n'opèrent tout simplement pas la distinction entre la nécessité d'épargner pour sa retraite et la nécessité de s'assurer un revenu pour la retraite. À l'heure actuelle, les rentes ne sont pas courantes sur tous les marchés. De fait, compte tenu de la nécessité de s'assurer un revenu sûr au moment de la retraite à l'heure où les régimes à cotisations définies tendent à devenir la norme, la législation devra être modifiée dans beaucoup de pays et le comportement des consommateurs devra changer dans tous les pays.

Fig. 12 Cycle de vie sous l'angle de l'épargne et de la consommation ¹⁵



15. James F. Moore & Olivia S. Mitchell, 1997. "Projected Retirement Wealth and Savings Adequacy in the Health and Retirement Study, NBER Working Papers 6240, National Bureau of Economic Research, Inc.

Souvent les familles sont simplement dans le doute sur leurs options : à l'heure actuelle, pas moins d'une personne sur cinq est prête à envisager un prêt hypothécaire viager.

Les différentes options de financement des retraites – évolution du cycle de vie de l'épargne

Les choix effectués au moment de la retraite varient grandement d'une famille à l'autre. Compte tenu de la baisse des taux d'épargne dans les économies développées et du développement du patrimoine immobilier et économique, on observe clairement une évolution significative de la manière dont les familles constituent leur patrimoine. Cette évolution est

susceptible de réduire le montant des sommes épargnées pour la retraite, et la manière dont les familles s'assureront une retraite pourrait beaucoup évoluer dans les années à venir, avec une contribution réduite des produits d'épargne « retraite » conventionnels.

Dans certains pays, la croissance du capital immobilier résultant du développement de l'accession à la propriété offrira aux familles des moyens supplémentaires pour combler l'insuffisance éventuelle

de ressources au moment de la retraite et pour atteindre certains des objectifs fixés pour la retraite. Dans ces pays, une plus grande partie du patrimoine des familles est déjà mobilisée dans l'immobilier plutôt que dans l'épargne retraite. Par exemple, au Royaume-Uni, les actifs immobiliers représentent deux fois l'actif des plans de retraite et, élément essentiel, leur répartition est plus uniforme, ce qui signifie qu'un plus grand nombre de personnes pourrait potentiellement puiser des ressources dans ce patrimoine ¹⁶.

Étude de cas : Prêts hypothécaires aux Etats-Unis et au Royaume-Uni

Le Royaume-Uni et les Etats-Unis sont d'excellents exemples de pays où des options telles que les prêts hypothécaires pourraient être utilisés pour assurer le financement des retraites. A l'évidence, les exigences sur l'utilisation du patrimoine immobilier sont souvent contradictoires.

- ▶ Au total, 20 % seulement des personnes interrogées voulaient transmettre leur capital immobilier à leurs enfants. Compte tenu de ces deux exigences contradictoires, il n'est guère surprenant que les résultats de l'enquête que nous avons menée cette année indiquent que souvent, les individus hésitent simplement entre les différentes options. De fait, pas moins d'une personne sur cinq est actuellement prête à envisager le recours à un prêt hypothécaire.
- ▶ Quelque 38 % des personnes interrogées au Royaume-Uni hésitaient à monétiser leur patrimoine immobilier, contre 43 % aux Etats-Unis.
- ▶ Sur le marché cible pour ces produits – les personnes âgées de plus de 50 ans – le degré d'incertitude reste très élevé sur l'un et l'autre marché (31 % au Royaume-Uni et 43 % aux Etats-Unis). Il serait très utile de renforcer le conseil et la planification au moment du départ à la retraite pour dissiper ces incertitudes.

16. The First report of the Pensions Commission report (UK) 2004, p.172

Le « déficit de préparation »

Compte tenu de l'intensification des pressions économiques à court terme liées à la crise actuelle, les résultats du rapport que nous publions cette année montrent clairement que les familles s'interrogent sur la meilleure manière d'assumer leur responsabilité financière à long terme.

13%

A l'heure actuelle, 13 % seulement des personnes que nous avons interrogées dans le monde estiment qu'elles sont très bien préparées pour faire face à leur retraite future.

43 % des personnes interrogées estiment avoir un certain degré de préparation, mais elles n'ont pas d'idée précise des ressources dont elles disposeront au moment de leur retraite. Lorsqu'on examine le nombre de personnes dans chaque pays estimant être très bien préparées pour faire face à leur retraite future, l'Inde ressort comme le pays qui se sent le mieux préparé financièrement pour le long terme, avec seulement 58 % des personnes interrogées estimant avoir besoin de se préparer davantage ; le Royaume-Uni arrive en deuxième position, 3 personnes sur 4 estimant être insuffisamment préparé. Au niveau mondial, 87 % des personnes, soit environ 7 personnes sur 8, se sentent insuffisamment préparées.

Ce sentiment d'impréparation est plus fort parmi les femmes que parmi les hommes.

Fig. 13 Degré ressenti de préparation dans le monde

Très bien préparé – je n'ai besoin d'aucun conseil

15% 11% Pourcentage global 13%

Assez bien préparé – J'ai commencé ma planification mais je ne sais pas exactement à combien s'élèvera mon revenu au moment de ma retraite

44% 42% Pourcentage global 43%

Assez mal préparé – Je n'ai guère commencé à planifier ma retraite, mais je ne me sens pas confiant sur le niveau de mes revenus au moment de ma retraite

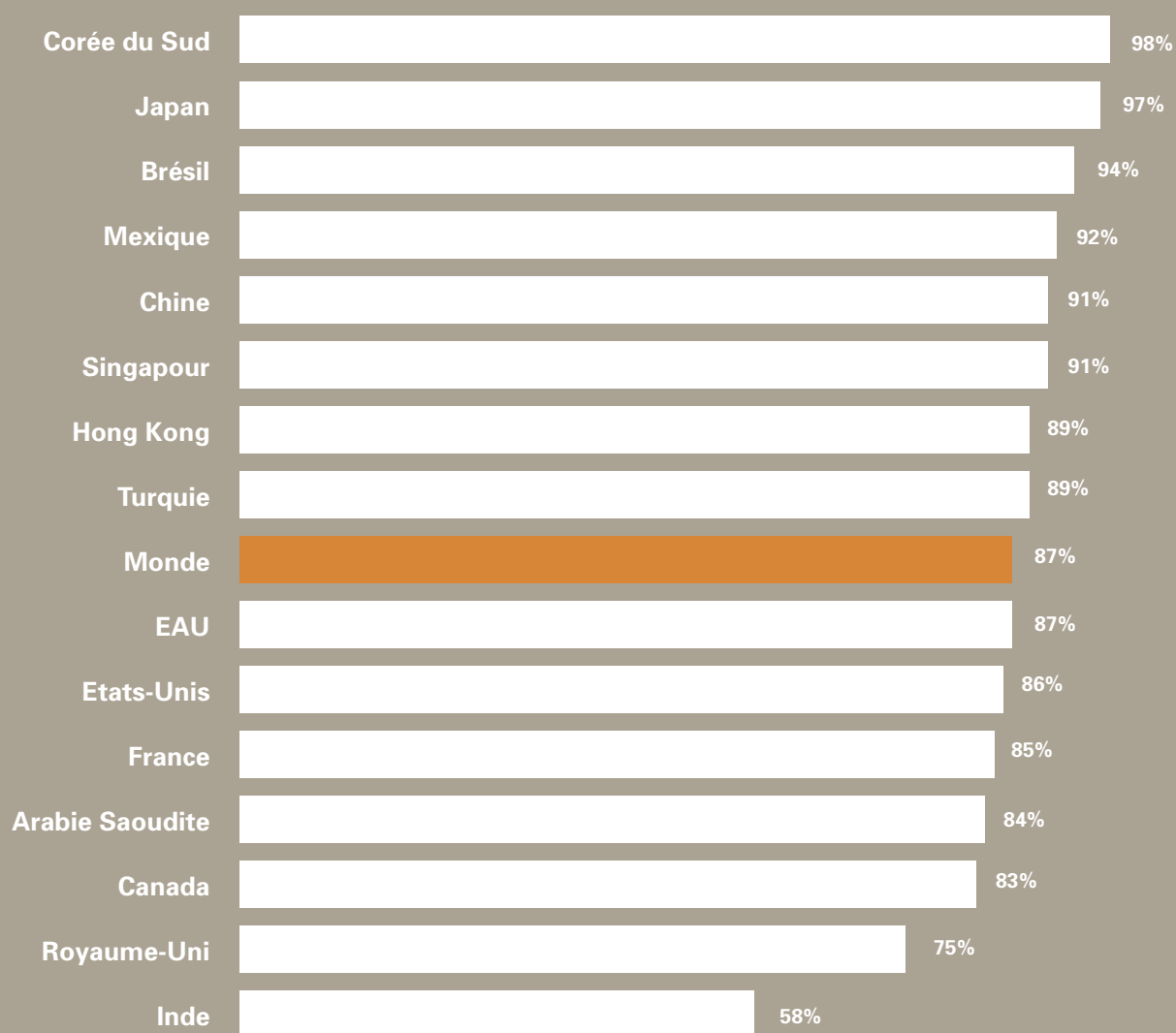
28% 30% Pourcentage global 29%

Très mal préparé – Je n'ai pas commencé à planifier ma retraite

12% 16% Pourcentage global 14%

■ Homme
■ Femme

**Fig. 14 L'indice de préparation par pays
(les personnes qui se sentent mal préparées en vue de leur retraite)**



Cette impréparation est due à une série de facteurs, notamment l'insuffisance des revenus, l'endettement du ménage, et le manque d'incitations, sans parler d'un certain manque d'initiative. Toutefois, comme nous le montrons plus loin, cette impréparation résulte également d'une insuffisante prise de conscience. Les résultats de notre enquête montrent une corrélation étroite entre le sentiment d'impréparation et l'absence d'accès à un conseil financier. 47 % des personnes interrogées n'ont jamais consulté un conseiller financier, un nombre équivalent de personnes (43 %) se sentent « assez peu » ou « très peu » préparées pour la retraite.

43%

se sentent « assez peu » ou « très peu » préparées pour la retraite.

En outre, les personnes qui sont les moins bien préparées – les tranches d'âge les plus jeunes et les femmes – sont également celles qui ont le moins accès au conseil financier sous n'importe quelle forme.

La formation dans le domaine financier

Parallèlement au conseil financier, il y a actuellement un débat mondial sur le meilleur moyen de doter les personnes des moyens de survie nécessaires pour gérer des besoins financiers en constante évolution et toujours plus complexes. La formation dans le domaine financier apparaît comme la pierre angulaire de toute politique visant à sensibiliser les familles à la nécessité d'assumer la responsabilité de leurs ressources financières. Aux Etats-Unis, des outils de planification en ligne sont proposés depuis longtemps pour favoriser les plans d'épargne retraite 401(k). Le Royaume-Uni et la France ont mis en œuvre des programmes nationaux en vue d'améliorer la formation dans le domaine financier. Ces programmes prévoient des initiatives ciblant les jeunes dans les écoles et les universités et ciblant les moins jeunes sur leur lieu de travail.

Fig. 15 Avez-vous jamais eu accès à une formation ou à un conseil dans le domaine financier ?



La somme des pourcentages de ce graphique atteint 125 % au total, car il s'agit d'un questionnaire à choix multiples, de sorte que les personnes interrogées pouvaient donner plusieurs réponses.

Le rapport que nous publions cette année met en évidence le déficit considérable qui prévaut dans l'accès à la formation dans le domaine financier. Au total, 43 % des personnes interrogées dans le cadre de notre enquête au niveau mondial n'ont jamais eu accès à aucun type de formation dans le domaine financier. Or, si les individus ne disposent d'aucune formation leur permettant d'identifier leurs responsabilités et les opportunités qui s'offrent à eux, il y a peu de chances qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

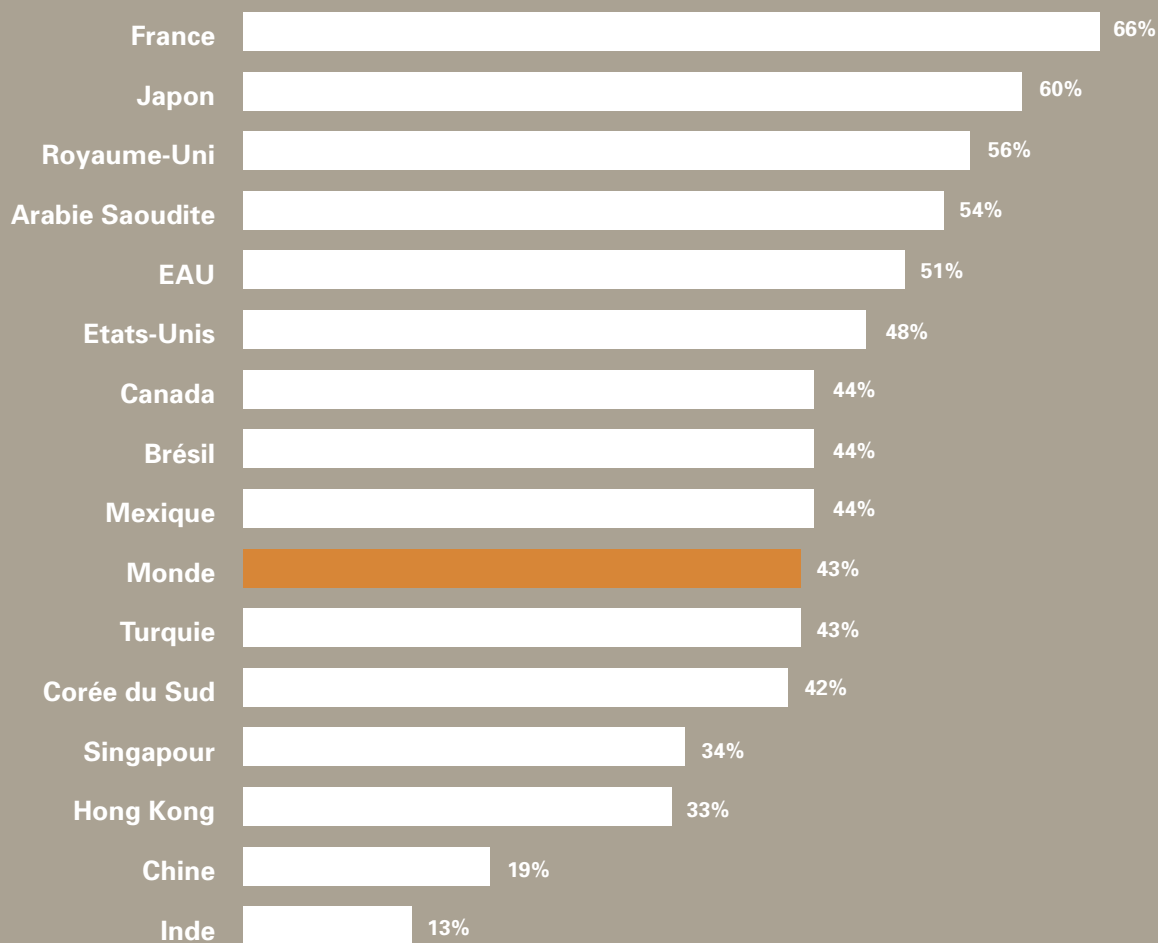
43%

n'ont jamais eu accès à aucun type de formation dans le domaine financier.

Si aucune mesure n'est prise pour renforcer la formation dans le domaine financier, le déficit de préparation a peu de chance d'être comblé dans les années à venir.

Les préférences sont sensiblement différentes d'un pays à l'autre. En Chine, on observe une préférence pour les outils de planification en ligne. Les Indiens considèrent que leur employeur est une source utile d'informations financières. Il convient de noter que dans ces deux pays, les individus sont désireux d'utiliser l'ensemble des canaux disponibles pour se renseigner sur les questions financières – ce qui n'est guère le cas dans les autres pays. Cette situation explique en partie pourquoi le déficit de formation est plus faible. En Chine, il est inférieur de moitié à la moyenne mondiale. En Inde, ce déficit représente seulement un tiers de la moyenne.

Fig. 16 Les personnes qui n'ont jamais eu accès à un conseiller financier



Comportements financiers hérités

Un des éléments qui ressort le plus clairement du présent rapport est l'importance de la famille en tant que source de formation des personnes sur les questions d'ordre financier. Cette conclusion est confortée par plusieurs études qui montrent que le comportement et les attitudes des parents dans le domaine financier déterminent le comportement financier de leurs enfants à l'âge adulte¹⁷. Il est donc indispensable de consacrer des efforts plus importants à la formation dans le domaine financier au sein de la famille.

Le rôle du secteur des services financiers

Parallèlement aux stratégies à long terme visant à renforcer la formation dans le domaine financier, il convient également de consacrer des efforts pour fournir un conseil aux personnes à court et à moyen terme. Si l'on examine la manière dont les personnes ont l'intention de survivre à la crise économique actuelle, il ne fait pas de doute qu'un grand nombre d'individus solliciteront un conseil. Notre enquête montre que les individus ont confiance dans

leur banque, qui leur apparaît comme un des principaux conseillers dans ce domaine : pas moins de 1 personne sur 5 en France compte s'adresser à son banquier. Au niveau mondial, ce chiffre est de 1 personne sur 8, et il atteint 1 personne sur 4 lorsque les individus prennent en considération l'ensemble des autres sources de conseil.

Globalement, le principal facteur affectant ce choix est la confiance en la source pour 26 % des personnes interrogées, notamment en Amérique latine, au Japon, en Corée, en Inde, à Singapour et au Royaume-Uni. Toutefois, d'autres paramètres tels que la capacité à réunir des ressources et l'accessibilité importent également pour les consommateurs en quête d'un conseil professionnel.

Parallèlement à la confiance, la préférence accordée aux banques par rapport aux autres sources de conseil traduit peut-être le sentiment qui prévaut sur les besoins des ménages dans le contexte actuel de crise économique. Nous analysons plus loin la manière dont de nombreuses familles

comptent utiliser leur épargne à court terme pour rembourser leur dette et payer leurs factures, tandis que d'autres cherchent à se constituer une épargne à court terme pour pallier les variations éventuelles de leurs ressources durant la crise. Naturellement peut-être, les individus sont appelés à considérer les sociétés d'épargne comme l'interlocuteur le plus naturel pour obtenir un conseil. Toutefois, le fait que les familles ne semblent pas encore considérer que l'assurance peut les aider à trouver une solution pourrait offrir aux conseillers financiers une opportunité majeure de s'appuyer sur leur statut d'interlocuteur de confiance pour aider leurs clients à étoffer leurs stratégies de « survie » au cours des années à venir. Les services professionnels tels que la planification comptable et fiscale sont encore en grande partie des services de niche, mais compte tenu du développement des produits d'épargne retraite assortis d'incitations fiscales, le besoin et la demande de ce type de services devraient certainement croître.

17. Young people, money management, borrowing and saving', Personal Finance Research Centre, University of Bristol, Avril 2004

Fig. 17 Accès mondial à un conseil financier professionnel par tranche d'âge

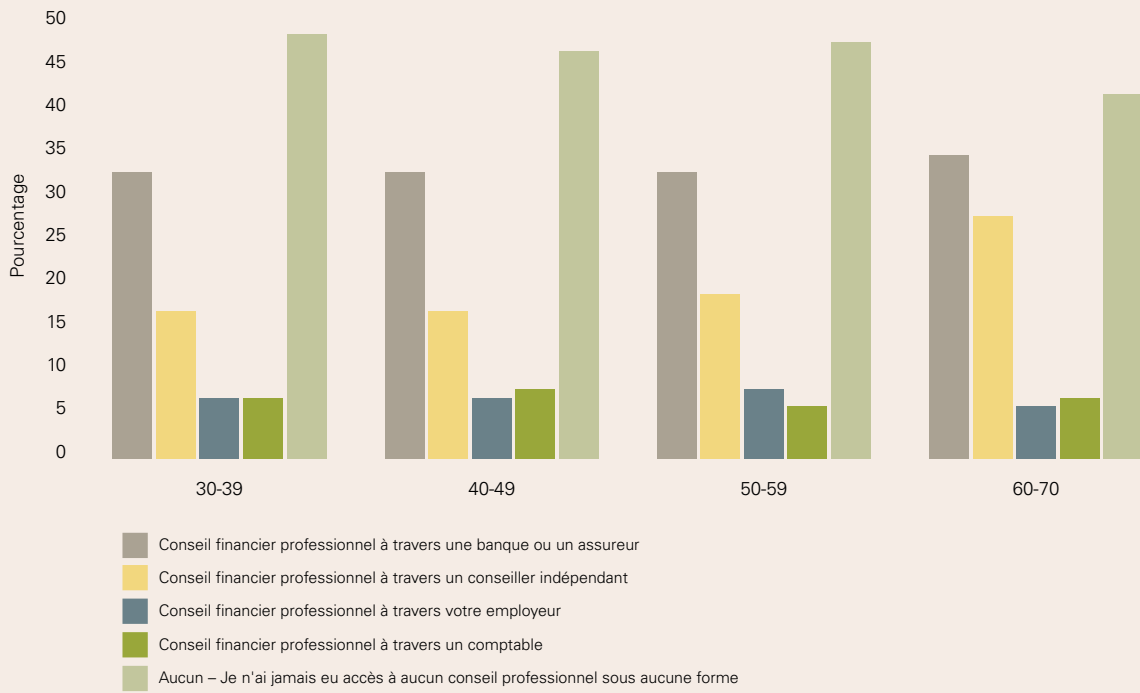
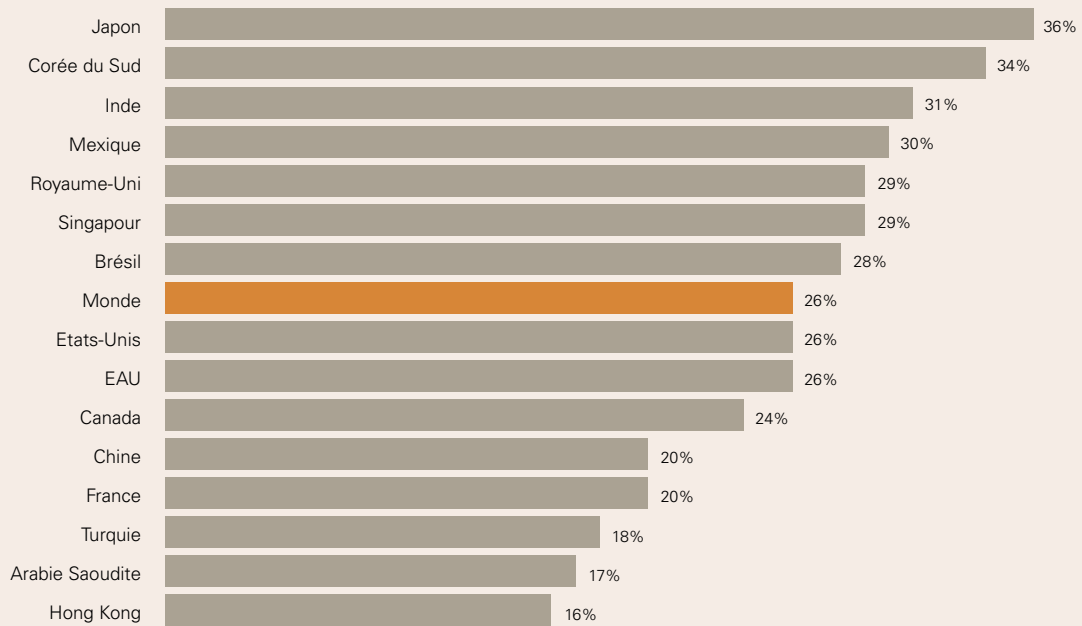


Fig. 18 L'importance de la confiance



A low-angle, upward-looking shot of a hot air balloon basket and burner. The basket is in the lower-left foreground, and the burner is in the center, emitting a large, bright flame. The background is a dramatic sky with a mix of red, orange, and blue tones, suggesting a sunset or sunrise. The balloon's envelope is visible as a large, curved shape in the upper right.

Êtes-vous optimiste quant à la durée de la crise économique ?



Partie 4

Encourager l'habitude d'épargner – l'impact de la crise économique sur l'économie familiale

A l'évidence, tout jugement sur la faisabilité d'une préparation adéquate de la retraite doit être replacé dans le contexte de la crise économique actuelle. Après 15 années de conjoncture économique relativement favorable, la crise exerce des tensions financières croissantes sur le budget des familles. Dans ces conditions, il importe de bien discerner l'impact du climat économique actuel sur la volonté des familles de préparer leur retraite, et d'identifier les stratégies de survie mises en œuvre par les ménages pour faire face à la situation actuelle.

Quelques données clés

Depuis 2007, le rendement négatif des placements a réduit d'environ 5 000 milliards USD la valeur de l'actif des plans de retraite.¹⁸ La moitié de ces actifs sont situés aux Etats-Unis, et les ménages américains sont donc les principales victimes de cette évolution.

Les familles voient les perspectives économiques mondiales avec pessimisme – 40 % d'entre elles prévoient que la crise est appelée à durer encore 1 à 2 ans. Un autre tiers d'entre elles s'attendent à ce qu'elle se prolonge au-delà.

Au total, 92 % des familles ont modifié certains éléments de leurs finances pour mieux surmonter la crise.

Pour l'heure, cette évolution a principalement touché la consommation, plus d'un quart des ménages ayant réduit leurs dépenses.

Les familles se sont lancées dans un vaste processus de désendettement, conduisant les familles à moins utiliser leurs cartes de crédit et à rembourser leurs dettes.

Certains signes indiquent que les stratégies de survie des familles comprennent des mesures qui les amènent à réduire leur filet de sécurité : l'épargne est utilisée, certaines familles ont cessé d'épargner pour leur retraite et les contrats d'assurance sont réduits.

Au niveau mondial, 1 personne sur 6 affirme que la crise a un impact négatif sur sa décision d'épargner aujourd'hui pour sa retraite.

A court terme, les produits d'épargne et l'assurance IARD en particulier semblent jouer un rôle important dans le sentiment de protection des familles dans le contexte actuel.

18. Banque asiatique de développement, "Global financial turmoil and Emerging Market Economies: Major contagion and a shocking loss of wealth?", Mars 2009

40 % des personnes interrogées prévoient que la crise est appelée à durer encore 1 à 2 ans.

Le point de vue des familles sur la durée de la crise

Notre enquête au niveau mondial (effectuée en mars 2009) montre que 40 % des personnes interrogées estiment que la crise économique mondiale durera de 1 à 2 ans. Cette donnée fournit peut-être une indication sur la durée de la crise, mais elle ne met pas nécessairement en évidence la gravité réelle de son impact sur les finances des ménages, compte tenu des implications à plus long terme pour les actifs des plans de retraite et des fonds de pensions.

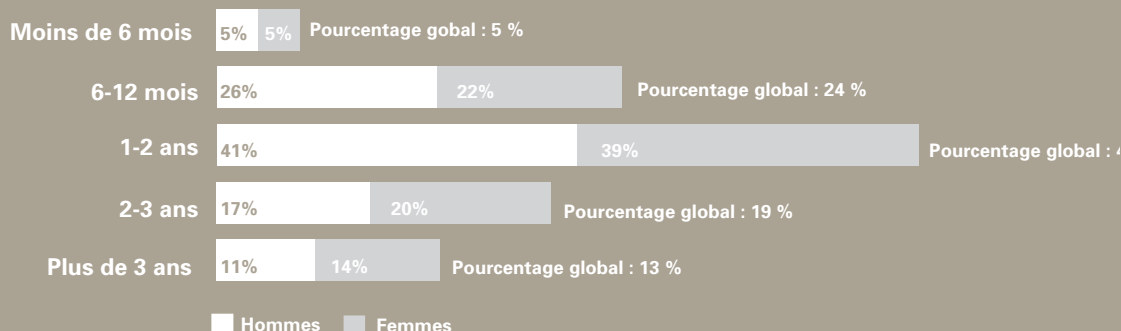
Différences entre les hommes et les femmes

Parmi les tendances globales, notre enquête montre également que les femmes sont moins confiantes que les hommes, et que les jeunes sont moins confiants que les plus âgés.

Cette opinion plus négative parmi les femmes et les jeunes traduit peut-être une série de facteurs socio-économiques. Les personnes âgées de 60 à 70 ans sont deux fois plus nombreuses à estimer que la crise ne les affectera pas que les personnes âgées de 30 à 40 ans, ce

qui est peut-être lié au fait qu'elles sont déjà à la retraite et que leurs ressources sont déjà assurées. Par ailleurs, les résultats de notre enquête montrent que, au sein de la famille, **ce sont les femmes qui le plus souvent prennent les décisions financières et assument la responsabilité des aspects qui exercent les plus grandes pressions sur les finances de la famille.**

Fig. 19 Durée de la crise économique



On observe une différence significative au sein de la famille entre les femmes et les hommes, ces derniers prenant davantage la responsabilité des aspects financiers à long terme tels que l'investissement pour le long terme et l'épargne retraite.

En revanche, les femmes assument davantage la gestion du budget du ménage. Comme le montrent les résultats de notre enquête, le vaste processus de désendettement des familles conduit les ménages à gérer leurs dépenses avec plus de prudence. Les familles dépensent et empruntent moins.

De manière générale, les femmes ont moins tendance à épargner de leur propre chef, laissant davantage ce soin à leur époux ou leur partenaire. L'essentiel de leur épargne, lorsqu'elles en constituent une, est destinée à leurs enfants. C'est sans doute la raison pour laquelle les femmes, qui disposent moins souvent d'un filet de sécurité personnel, éprouvent souvent davantage un sentiment d'angoisse face à la crise actuelle. Ce déficit de sécurité explique sans doute également en partie pourquoi les personnes plus jeunes se sentent également plus vulnérables dans l'environnement actuel. Ces deux groupes de personnes sont simplement moins bien préparés sur le plan financier pour faire face à une crise économique.

Différences entre pays

De manière générale, si l'on examine plus en détail les résultats, il ressort clairement que le pessimisme l'emporte sur l'optimisme, et que les optimistes suivent une répartition inégale, un plus grand nombre d'entre eux vivant dans les économies émergentes.

En Inde, 11 % seulement des personnes interrogées estiment que la récession durera plus de 2 ans. Au Japon, la proportion pensant que tel sera le cas est 5 fois supérieure – plus de 50 %.

Fig. 20 Décisions financières prises par les hommes et par les femmes

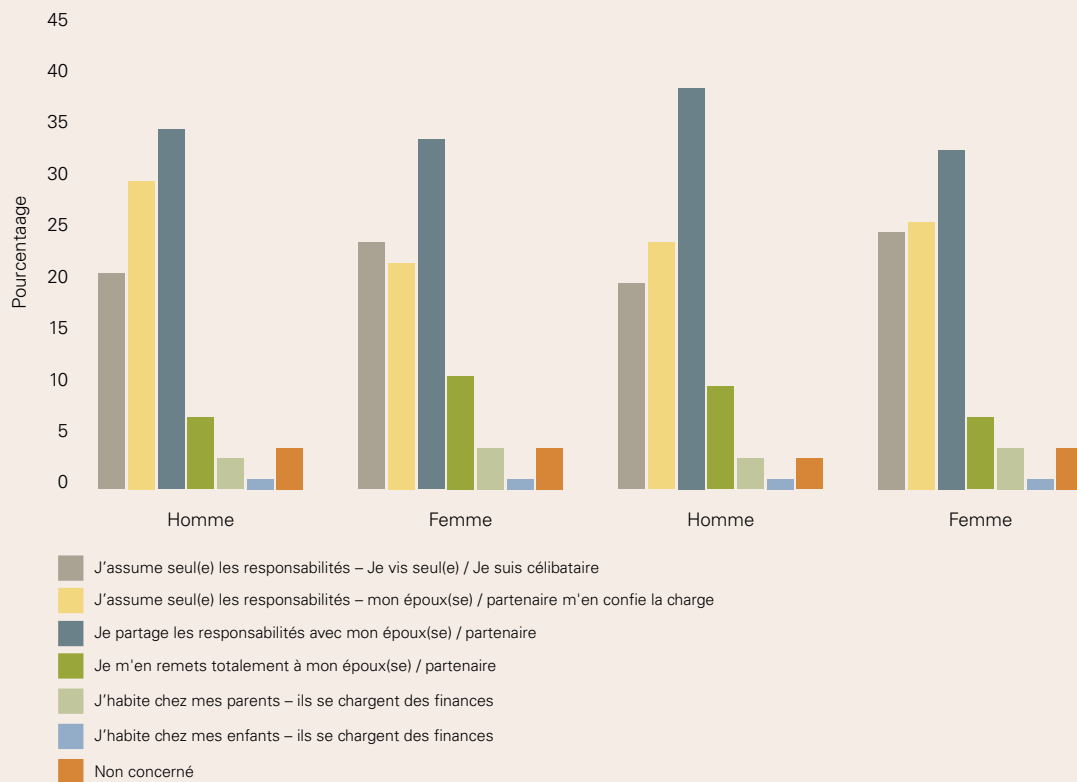
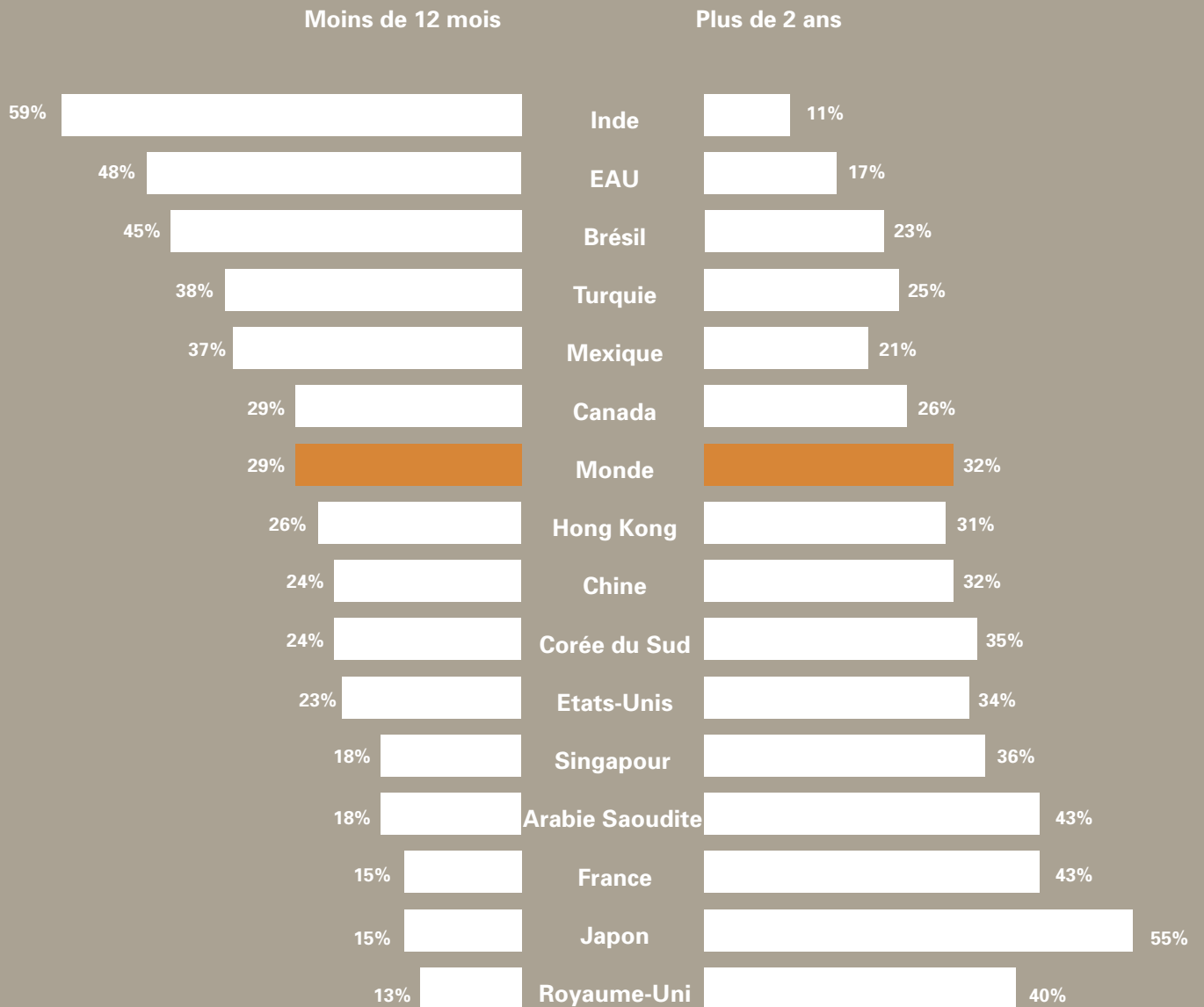


Fig. 21 La crise est appelée à durer moins de 12 mois / plus de 2 ans



Au niveau mondial, 92 % des ménages indiquent que les effets de la crise se font ressentir sur leur comportement financier. Cet impact est ressenti davantage par les femmes et les jeunes.

Beaucoup d'économies émergentes maintiendront une croissance positive, mais cela pourrait s'avérer insuffisant pour permettre à ces sociétés de réussir la transformation nécessaire pour diffuser les dividendes du développement économique à travers un accroissement des revenus au sein de la population. Les chiffres de la Banque mondiale montrent qu'en réalité, la crise économique pourrait faire basculer dans la pauvreté quelque 90 millions de personnes supplémentaires durant l'année 2009¹⁹. Par ailleurs, à un stade critique de leur développement économique et de leur cycle démographique, une crise plus longue et plus sévère pourrait priver certaines économies émergentes d'une partie de leur dividende démographique.

Existe-t-il une corrélation entre l'optimisme des familles et l'évolution de l'économie réelle ?

Dans le rapport que nous publions cette année sur l'avenir des retraites, certains des pays – notamment les économies industrialisées fortement exportatrices – sont confrontés à une contraction très marquée de leur production. Il s'agit principalement de la Corée et du Japon, ainsi que

des économies européennes. Cette situation explique en partie le pessimisme affiché actuellement par les familles japonaises. Toutefois, cela n'explique pas pourquoi les familles des autres économies fortement exportatrices telles que la Chine et la Corée affichent un pessimisme sensiblement moins marqué. Les prévisions du FMI tablent sur un retour à la croissance en 2010. Dans ces conditions, les anticipations des familles que nous avons consultées dans le cadre de notre enquête – quoique légèrement pessimistes – ne sont peut-être pas complètement déraisonnables.

La crise économique – impact sur les finances à court terme

La crise économique nécessitera une action urgente de révision des projets financiers des familles. Avant que la crise ne s'installe, ses effets se faisaient déjà ressentir sur le comportement financier de 92 % des ménages dans le monde. Cet impact est ressenti davantage par les femmes et les jeunes.

Surmonter la crise : le grand processus de désendettement des ménages

Il ne fait pas de doute que les familles éprouvent le besoin d'assainir leur bilan, ce qui les conduit à se concentrer en premier lieu sur leurs dépenses et sur leurs dettes. Cette stratégie de survie transparaît clairement dans la forte augmentation du nombre de ménages ayant réduit leurs dépenses ponctuelles pour des postes lourds tels qu'une voiture ou des vacances en famille.

Il semble que cette crise ait dissuadé les familles américaines (ou les ait privés des moyens nécessaires) pour jouer le rôle de « consommateur de dernier recours ». Ce rôle semble déjà être joué davantage par les économies émergentes - en dehors des Britanniques dont les dépenses de consommation se maintiennent assez bien. En Chine tout comme au Royaume-Uni, 8 % seulement des ménages ont fortement réduit leurs dépenses. Toutefois, les consommateurs les plus fiables se trouvent en Inde où 7 % seulement des ménages indiquent que la crise a eu pour effet principal une réduction de leurs dépenses.

19. Discours prononcé par Douglas Alexander, Secrétaire d'Etat pour le développement international, à Chatham House le 24 février 2009

Fig. 22 Impact de la crise économique à l'heure actuelle



Les chiffres sont exprimés en pourcentages

13% des familles ont utilisé leur épargne pour rembourser leurs dettes.

Après la réduction des dépenses, la deuxième réaction mise en évidence par notre enquête est le remboursement de la dette. Après une période de 60 ans d'expansion du crédit ²⁰ l'endettement des ménages est une contrainte majeure sur les finances à court terme des familles et sur la planification de leur retraite. La figure 23 montre que, bien que l'Amérique du Nord et l'Europe affichent des taux d'endettement des ménages relativement élevés par rapport au PIB, ces deux régions sont rattrapées par les marchés émergents, et en particulier par les pays asiatiques.

On a clairement observé un « gel des crédits » chez les consommateurs qui ont perdu toute propension à dépenser l'argent qu'ils n'ont pas. Les familles ont réduit leur recours aux cartes de crédit et aux emprunts, 16 % des familles ayant cessé d'utiliser leurs cartes de crédit.

Dans le climat actuel, la réduction de la dette l'emporte sur l'augmentation de l'épargne dans la hiérarchie des besoins des familles. À ce jour, 13 % des familles ont utilisé leur épargne pour rembourser leurs dettes.

Les personnes interrogées ont également été consultées sur l'impact de leur endettement sur leur capacité à épargner pour la retraite. Globalement, près d'une personne sur 5 a déclaré que leur endettement avait effectivement un impact. Cette appréhension est particulièrement forte au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Canada, au Mexique et à Singapour. L'impact négatif sur l'épargne est exacerbé par d'autres réductions dans le filet de sécurité des familles. Globalement, près de la moitié des personnes interrogées n'ont pas le projet d'acquiescer de produits financiers durant l'année à venir.

Fig. 23 Crédit du secteur privé par rapport au PIB (moyenne annuelle, en pourcentage) ²¹

	1961-2000	1961-1970	1971-1980	1981-1990	1991-2000
Brésil	27,3		25,7	23,3	31,5
Amérique latine (hors Brésil)	23,2	15,2	22,0	27,3	29,5
Asie de l'Est (hors Japon)	64,5	18,4	27,7	50,7	98,7
Moyen Orient et Asie Centrale	38,7	24,5	37,9	43,3	47,2
Amérique du Nord	70,4	44,9	64,7	76,3	95,8
Asie du sud	17,5	10,1	15,4	20,4	21,2
Afrique subsaharienne	20,9	19,6	22,3	22,7	25,0
Europe occidentale	68,8	49,3	55,0	74,4	90,7

20. The crash of 2008 and what it means, George Soros, 2009

21. Bosworth and Collins (2004)

La réduction de l'endettement aidera-t-elle les familles à épargner davantage à terme ?

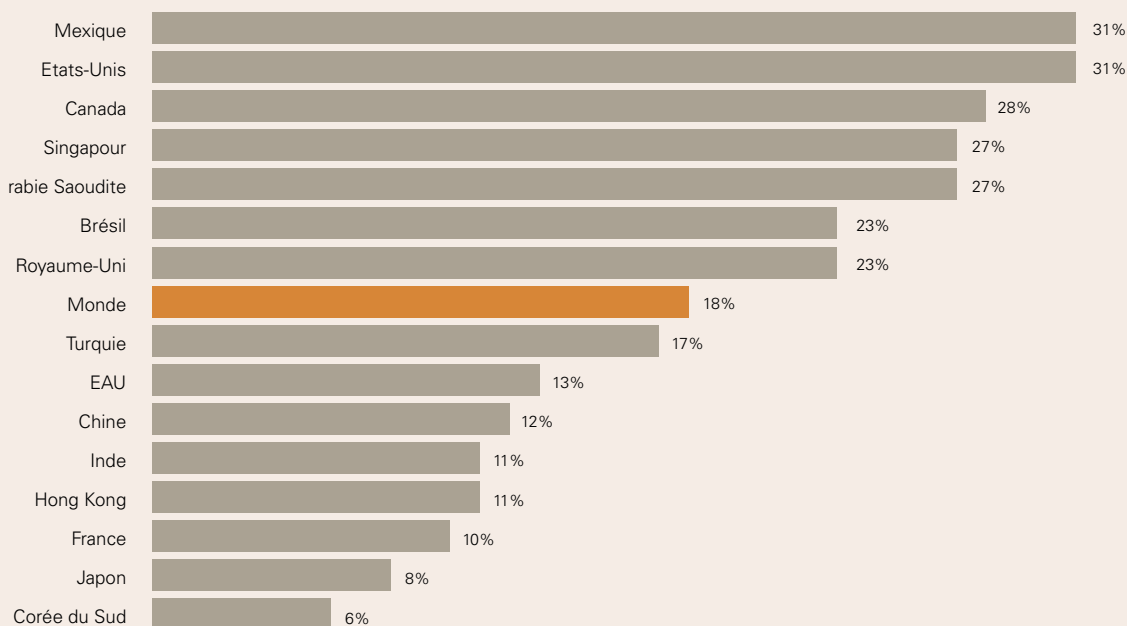
Ces résultats semblent indiquer que le remboursement de la dette relègue au second rang la nécessité d'épargner. Ce point de vue a longtemps été utilisé pour présenter la dette comme un obstacle à l'épargne. Dans les pays dont les ménages sont particulièrement endettés – notamment les Etats-Unis et le Royaume-Uni – la chute du taux d'épargne des ménages et le développement du crédit à la consommation ont fait craindre une mort lente de la « culture de l'épargne ».

Notre étude démontre que l'absence de crédit pourrait encourager environ 1 personne sur 6 à épargner. L'enquête montre également que le fait d'être endetté ne conduit

pas nécessairement les individus à épargner moins. Tout dépend du type de crédit et du niveau d'endettement. Par exemple, les titulaires de prêts immobiliers au Royaume-Uni épargnent souvent davantage pour leur retraite, tandis que les personnes qui affichent des taux gérables d'endettement ne seront pas dissuadées d'épargner. Un niveau élevé d'épargne nette est également susceptible de traduire d'autres facteurs tels qu'un nombre plus élevé de personnes jeunes dans la population active. Cette situation explique en partie le fait que beaucoup d'économies émergentes – notamment des pays d'Asie de l'est – soient parvenues à afficher des niveaux élevés d'épargne ces dernières années tout en enregistrant un accroissement de l'endettement des ménages.

Toutefois, on assiste à l'heure actuelle à une contraction à la fois de l'offre et de la demande de crédit à la consommation, ce qui signale peut-être le début d'une mutation importante du comportement des familles qui réduisent leur consommation au profit d'une approche plus prudente de planification à long terme. Il se peut aussi que cela traduise simplement l'impact à court terme de la volonté des familles de restaurer la santé de leur bilan, auquel cas le recours à ces stratégies de survie peut apparaître comme rationnel.

Fig. 24 La dette est-elle un obstacle à l'épargne ?



Dans un contexte d'accélération des pertes d'emploi partout dans le monde, les familles ne semblent pas avoir pris en compte l'opportunité d'une solution permettant de protéger leurs ressources.

Création d'un filet de sécurité plus large

Dans un contexte d'accélération des pertes d'emploi partout dans le monde, les familles ne semblent pas avoir pris en compte l'opportunité d'une solution permettant de protéger leurs ressources.

Compte tenu des conséquences possibles d'une crise économique, il peut paraître surprenant que les individus ne fassent pas le lien entre ce besoin de protection et les produits d'assurance. De fait, 12 % des personnes déclarent qu'elles pourraient envisager de réduire leur couverture d'assurance.

Les produits qui ont le plus de chance d'être maintenus sont les polices d'assurance IARD – principalement l'assurance automobile, l'assurance voyage et l'assurance habitation – qui sont de loin les besoins les plus unanimement reconnus dans le climat actuel. Cette situation est peut-être en partie due au fait qu'il est facile d'identifier ces risques et de les gérer. Il n'en va pas de même pour les autres aspects du filet de sécurité de la famille, qui risquent d'être sacrifiés au profit du remboursement de la dette.

La crise économique – impact sur les finances à long terme

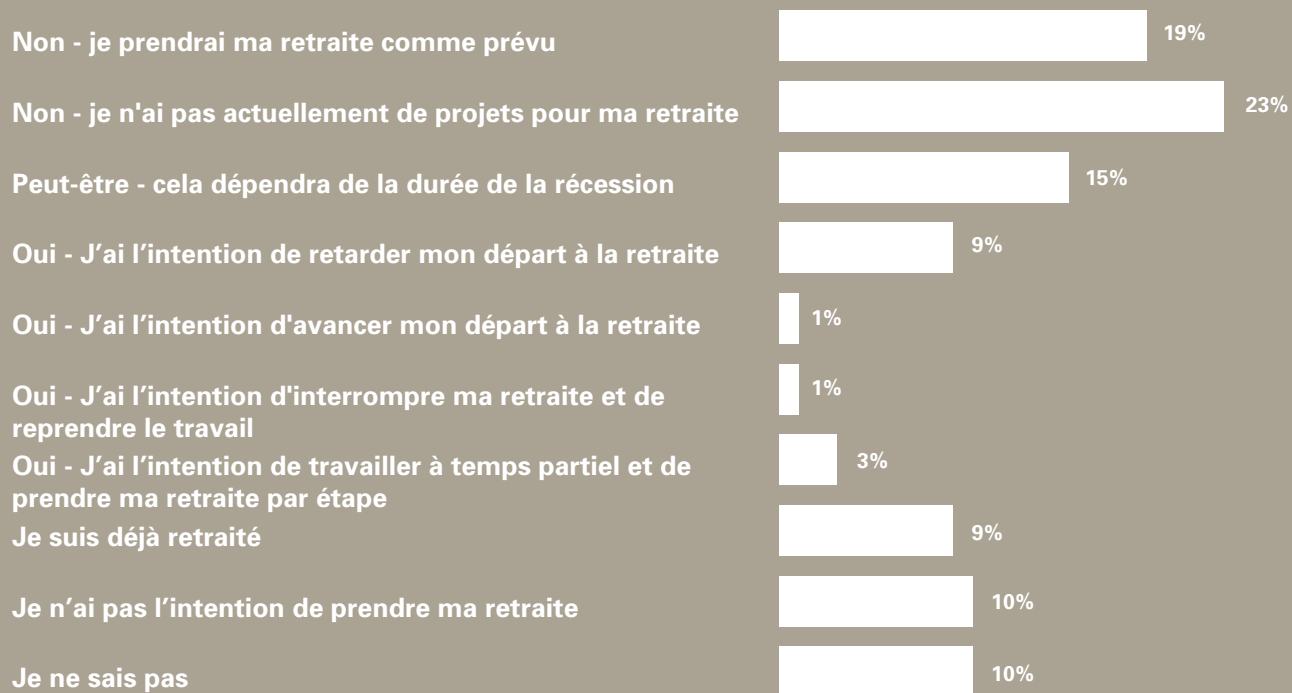
Il est facile de mesurer certains des effets à court terme de la récession : lorsque les familles réduisent leurs dépenses, cela a des conséquences immédiates dans les magasins. En revanche, l'impact sur la planification de la retraite est moins facile à discerner, et si les changements de comportement sont évidents, leurs conséquences ne sont pas nécessairement visibles. Globalement, ces changements de comportement montrent que la crise économique a déjà un impact négatif sur le degré de préparation à la retraite à travers le monde. Jusqu'à présent, d'après notre enquête, moins d'une famille sur cinq n'a rien modifié à ses plans de retraite, tandis qu'une personne sur 10 prévoit de retarder son départ à la retraite en raison de la crise mondiale. Ce chiffre atteint 1 personne sur 6 à Singapour et 1 personne sur 7 aux États-Unis.

Baisse des niveaux de cotisation

On observe l'apparition d'une nouvelle tendance dans l'ordre des priorités pour les familles, qui privilégient d'abord la réduction des dépenses de consommation, puis le remboursement des crédits, et enfin la mise en place d'une épargne d'urgence à court terme. 13 % des familles ont commencé à épargner pour la retraite en 2008, mais un nombre plus important de personnes, qui avaient déjà commencé à épargner, ont soit réduit leurs cotisations, soit cessé de cotiser. À l'heure où une forte pression s'exerce sur l'actif des plans de retraite, il importe pour les familles de continuer à épargner pour le long terme. Compte tenu des pressions financières auxquelles sont confrontés les employeurs, les cotisations aux régimes de retraite professionnels ont été très durement touchés par la crise financière – les niveaux de financement des régimes à prestations définies s'inscrivent en baisse de 10 % depuis le début de la crise, ce qui, d'après les estimations disponibles, augmente de 2 000 milliards USD le déficit de financement des retraites²². Pour les familles, cette évolution est presque invisible dans la mesure où elles commenceront seulement à en ressentir les effets au moment du départ à la retraite, c'est-à-dire, pour beaucoup de personnes affiliées à ces régimes, pas avant de nombreuses années.

22. Lettre d'information de l'OCDE, Pension Markets in Focus – 5^e édition – décembre 2008, p. 1

Fig. 25 Impact supplémentaire attendu de la crise économique



Il semble clair que les familles d'Amérique du nord et d'Amérique latine, et dans une moindre mesure d'Europe, nécessitent un soutien accru pour maintenir leur épargne retraite à l'heure actuelle.

Notre enquête montre clairement que l'épargne retraite a mieux résisté en Asie où un nombre plus faible de personnes a réduit ses cotisations de retraite pendant la crise. De fait, dans beaucoup de pays asiatiques, où l'épargne à long terme est solidement établie, le nombre de familles ayant cessé d'épargner pour leur retraite est plus faible – Japon (seulement 2 %), Corée (8 %), Singapour (8 %), Hong Kong (11 %) – qu'en Amérique du nord et en Amérique latine - Mexique (24 %), Brésil (16 %), Canada (14 %) et Etats-Unis (13 %).

Au Moyen Orient, 6 % des personnes interrogées dans les Emirats Arabes Unis et seulement 4 % des familles en Arabie Saoudite ont cessé d'épargner pour leur retraite. Toutefois, cette situation est liée au fait qu'au départ, l'épargne retraite est moins répandue.

Il semble clair que les familles d'Amérique du nord et d'Amérique latine, et dans une moindre mesure d'Europe, nécessitent un soutien accru pour maintenir leur épargne retraite à l'heure actuelle. De fait, ces familles sont celles qui sont les plus favorables aux mesures visant à encourager l'épargne à travers des réductions d'impôt. Tous ces éléments mettent en évidence le rôle important des pouvoirs publics en tant que facilitateurs, et le soutien qu'ils doivent apporter à l'épargne des familles dans le climat actuel.

Chute de la valorisation des fonds

Il n'est guère surprenant de voir certaines personnes décider de reculer l'âge de leur départ à la retraite aux Etats-Unis et à Singapour compte tenu de l'exposition plus grande de ces deux pays aux produits d'épargne retraite individuelle à cotisations définies. Dans ces deux pays, les familles sont plus conscientes du fait qu'une chute de la valorisation de l'actif de leurs plans de retraite individuels réduira leurs revenus au moment de la retraite, ce qui implique la nécessité de travailler plus longtemps et d'épargner davantage. Un rapport publié récemment par l'OCDE révèle que l'actif des plans de retraite privés représentait environ 111,0 % du PIB des pays de l'OCDE en 2007²³. En octobre 2008, la valorisation totale de l'actif des plans de retraite des pays de l'OCDE avait chuté jusqu'à environ 23 000 milliards USD, soit 90 % du PIB²⁴. Or, cette perte ne se répartit pas de manière homogène au niveau mondial, elle provient pour l'essentiel de la chute de la valorisation de l'actif des plans de retraite des fonds de pension aux Etats-Unis, qui représentent plus de la moitié de l'actif total des fonds de pension des pays de l'OCDE et qui ont enregistré la deuxième performance la plus mauvaise en matière d'investissement.

Au-delà de ces chiffres globaux, il importe d'analyser les individus par tranche d'âge et en fonction de leur approche à l'allocation d'actifs pour savoir comment elles affrontent la tourmente actuelle. Les individus « à risque » sont ceux qui sont les plus proches de l'âge de la retraite et pour lesquels une chute importante

de la valorisation des actifs à l'heure actuelle est susceptible de se traduire par des pertes irréversibles de revenus s'ils avaient entrepris d'étudier quelle pourrait être la meilleure utilisation de leur épargne retraite pour acquérir une rente. Une des principales conclusions auxquelles nous aboutissons dans le présent rapport est qu'il est nécessaire de favoriser l'accès au conseil. Compte tenu du climat actuel de volatilité et d'incertitudes, l'accès au conseil est réellement indispensable pour effectuer la planification au moment du départ à la retraite et l'acquisition d'une rente.

Dans le cas des régimes de retraite obligatoires à cotisations définies, avec lesquels certaines personnes pourraient afficher une exposition excessive, l'impact devrait être relativement limité dans la mesure où ces systèmes sont encore assez jeunes. Le Mexique a introduit ce régime seulement en 1997, et Hong Kong plus tard encore, en 2002. De fait, compte tenu de la jeunesse de ces régimes, ils comptent un nombre relativement limité d'épargnants âgés. Les fonds d'investissements par défaut contenus dans ces régimes pourraient également garantir la protection des travailleurs les plus âgés contre une exposition excessive à des classes d'actifs volatiles ou risquées. De fait, grâce notamment aux restrictions imposées au Mexique en matière d'investissement, 82 % des actifs du fonds de pension local sont placés en emprunts d'Etat²⁵. Cela nous amène à la question importante de l'allocation des actifs.

23. Perspectives de l'OCDE sur les pensions privées (2008)

24. Perspectives de l'OCDE sur les pensions privées 12 février 2009

25. International Organisation of Pension Supervisors, site Internet, 2009

Fig. 26 Priorités des ménages pendant l'année à venir

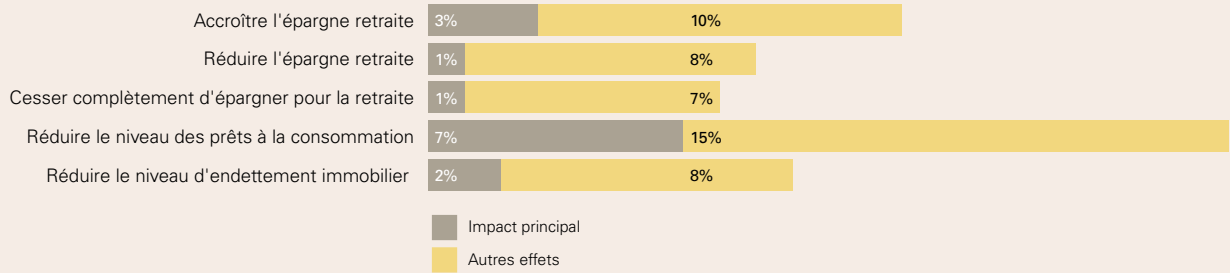
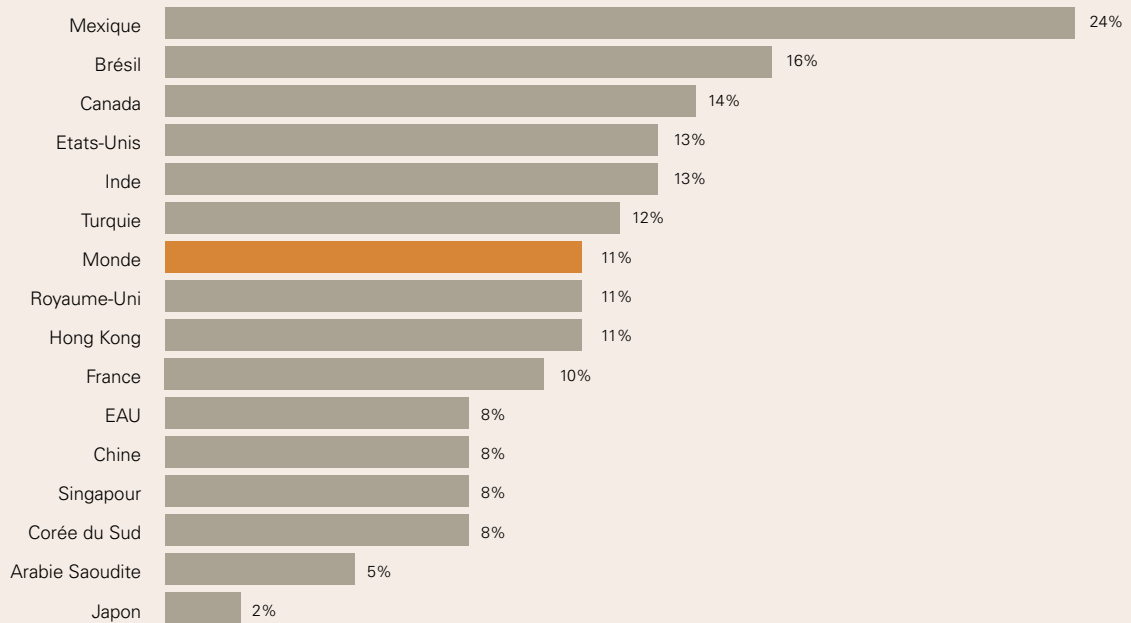


Fig. 27 Proportion de personnes ayant déjà cessé d'épargner pour la retraite en raison de la crise



On a bien assisté à un certain rééquilibrage de l'appétit pour le risque des actions vers le monétaire, mais ce phénomène paraît marginal.

Allocation d'actifs

Après avoir bénéficié pendant des années d'une conjoncture économique favorable et relativement peu risquée, les années 2008 et 2009 nous ramènent aux dures réalités.

Il importe de souligner que l'impact de la crise économique ne peut pas être mesuré sur la base des revenus d'investissement d'une seule année. Si l'on examine le taux de rendement au cours des 15 dernières années, on obtient un message beaucoup plus positif, avec un rendement réel

annuel supérieur à 6 % aussi bien au Royaume-Uni qu'aux Etats-Unis²⁶. Toutefois, la situation actuelle se distingue des crises précédentes sur les marchés actions dans la mesure où les familles sont également confrontées à une contraction majeure de l'offre de crédit, ce qui pourrait aggraver la durée et la gravité de la crise, amplifiant son impact sur les familles.

Compte tenu de la gravité de cette crise économique, non seulement les familles et entreprises ont réduit le montant de leurs épargne

à long terme, mais elles ont également changé la manière dont elles épargnent. Toutefois, le repositionnement attendu vers les actifs peu risqués (obligations et monétaire) au détriment des actifs plus risqués (actions) n'a pas été très prononcé chez les familles. On a bien assisté à un certain rééquilibrage de l'appétit pour le risque des actions vers le monétaire, mais ce phénomène paraît marginal.

26. Lettre d'information de l'OCDE, Pension Markets in Focus – 5ème édition – décembre 2008, p. 4

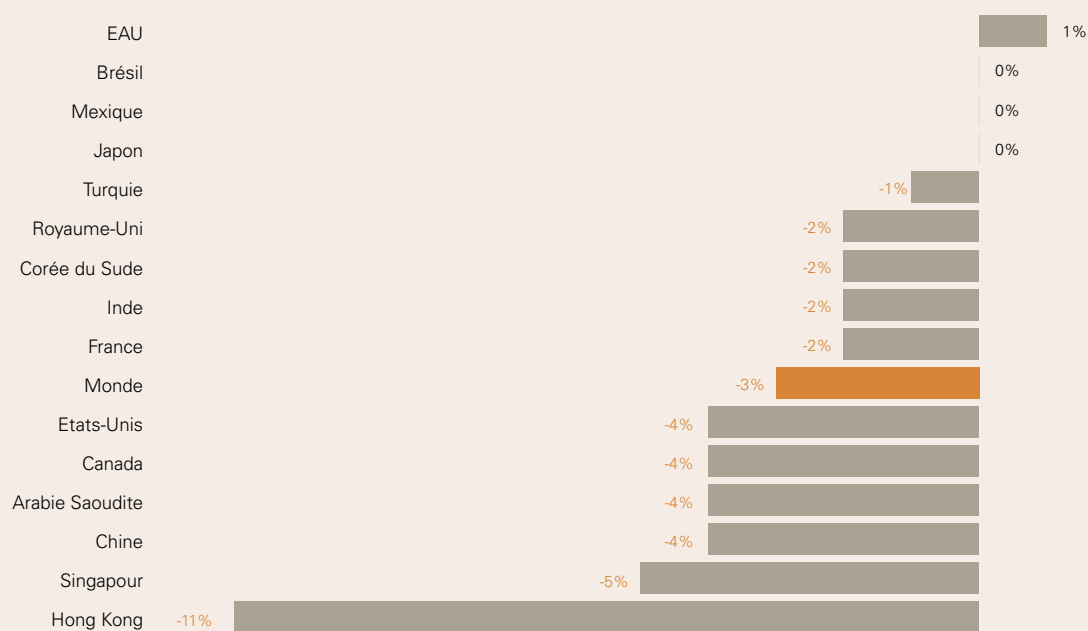
L'indice de prise de risque des ménages montre le solde net des arbitrages des ménages entre les placements en actions et les placements en monétaire. Plus le score est négatif, moins les familles du pays concerné ont réduit leur exposition au risque. À l'inverse, plus le score est positif, plus elles ont accru leur exposition au risque. Cet indice semble assez stable, mais il masque d'importantes variations dans le comportement des ménages en matière d'investissement dans chaque pays. Ce phénomène est particulièrement observable en Amérique latine où de fortes augmentations des investissements en actions par certains ménages (en hausse de 16 % au Mexique et de 15 % au Brésil) ont été annulés par les arbitrages effectués par un nombre plus important encore de ménages des actions vers le monétaire (en hausse de 16 % au Mexique et de 15 % au Brésil).

Globalement, l'attitude des ménages en matière d'investissement est marquée par une augmentation seulement légère de l'aversion au risque. Seuls les Emirats Arabes Unis ont accru leur exposition au risque, tandis que le Mexique, le Brésil et le Japon sont restés neutres sur les 12 derniers mois. Le reste du monde a réduit son exposition au risque. Toutefois, si l'on met en rapport ce phénomène avec le rééquilibrage plus significatif entre les classes d'actifs effectué par les investisseurs institutionnels et professionnels, la question se pose de savoir si les ménages ne réagissent pas avec trop de lenteur aux événements, ce qui comporte le danger d'entretenir un degré trop élevé de risque ou de prudence dans leurs placements.

Au niveau des ménages, il ne fait pas de doute que les familles – de même que beaucoup de gestionnaires de fonds de pension – hésitent

de plus en plus à placer leurs fonds dans des placements à haut risque dans le contexte actuel. De même, ils semblent très réticents à investir en dehors de leur marché national. Ces sentiments n'ont rien d'anormal, mais cette évolution est susceptible d'accroître de manière disproportionnée les options à faible risque et à faible rendement dans les placements des ménages ce qui, à long terme, pourrait grever davantage leur patrimoine en privant leurs investissements de rendements potentiellement plus élevés. De même, une concentration excessive sur un marché national a beaucoup de chances de se traduire par un degré excessif de concentration du risque. Tous ces éléments plaident fortement en faveur d'un accès élargi au conseil en matière d'investissement afin d'aider les familles à trouver le bon équilibre à l'heure où les marchés sont particulièrement volatiles.

Fig. 28 Indice de prise de risque des ménages



Conclusions

Une responsabilité accrue pour les individus

Le présent rapport montre clairement qu'il ne faut pas reporter les initiatives pour sa retraite. Compte tenu de l'évolution démographique de très grande ampleur à laquelle on assiste actuellement et de la nécessité de réformer les retraites, la responsabilité de prendre les dispositions nécessaires pour assurer les retraites reviendra en grande partie aux individus. Cette évolution, conjuguée à la réduction des charges sociales et à la transition depuis les régimes à prestations définies indexées sur le salaire final vers des régimes à cotisations définies, impliquent que l'Etat et l'employeur conserveront un rôle important en favorisant ce processus, mais cesseront de jouer leur rôle traditionnel de fournisseur de pensions de retraite.

Un déficit de préparation croissant

L'avenir des retraites met en évidence le rôle de l'individu et de la responsabilité individuelle. Les résultats de notre enquête montrent clairement le manque de préparation des familles à travers le monde face à leurs nouvelles responsabilités. Par conséquent, les familles manquent d'efficacité pour assumer ces responsabilités, ce qui se traduit dans les faits par un déficit majeur de préparation dans l'ensemble des pays étudiés dans notre enquête, entraînant des carences dans les dispositions prises par les familles pour la retraite.

Il convient de se focaliser davantage sur la préparation à long terme

L'utilité de certains produits tels que l'assurance IARD et les dépôts bancaires en espèces est bien comprise, et les besoins des familles sont correctement assumés à cet égard. Toutefois, les besoins en termes de retraite (prévoir un filet de sécurité à long terme) parallèlement aux besoins en assurance vie (prévoir un filet de sécurité à moyen terme) sont moins bien compris. Les consommateurs sont simplement moins bien formés ou sensibilisés pour comprendre ces besoins ou pour y répondre. Compte tenu des risques supplémentaires à long terme qui incombent désormais aux familles, il importe qu'elles soient encouragées à comprendre ces risques et à les gérer efficacement. Les femmes et les personnes jeunes (âgées de 30 à 40 ans), les groupes les plus exposés, doivent accorder plus d'importance à la planification de leurs finances à long terme.

Les familles doivent être soutenues par des incitations et du conseil

L'accumulation du crédit à la consommation montre que, jusque récemment, beaucoup de familles se sont focalisées sur les finances à court terme. A présent, il se peut que ce phénomène conduise les consommateurs à donner la priorité au remboursement de leurs emprunts, reléguant l'épargne au second rang. En vue de réduire le risque d'impréparation des familles, il est nécessaire de les encourager à reprendre une réflexion à long terme et de les inciter à épargner pour le long terme. Ce déséquilibre dans les finances des ménages est lié en partie à des lacunes dans l'accès à l'éducation et au conseil. A l'évidence, les familles ont besoin de mieux comprendre les nouvelles responsabilités qui leur incombent, notamment pour prendre des décisions complexes d'allocation d'actifs et de supports d'investissement à long terme.

Programmes visant à améliorer la compréhension des questions financières

Les pouvoirs publics ont un rôle clé dans la mise en place de programmes visant à promouvoir la compréhension des questions financières. Ces programmes pourraient assurément incorporer des canaux formels tels que les écoles et les universités, ou des formations sur le lieu de travail. Ils pourraient également employer des canaux informels. De fait, notre enquête met en évidence le rôle important joué par la famille dans l'éducation des jeunes dans certaines sociétés. Si les parents doivent contribuer à la formation sur les questions financières, alors il ne fait pas de doute qu'il convient d'améliorer leur capacité à le faire.


Un meilleur accès à une gamme diversifiée de produits financiers pour répondre aux besoins à long terme

Les familles ont également besoin de mieux comprendre comment assumer ces responsabilités. Dans certains pays, une telle démarche conduira à améliorer l'accès aux produits financiers. Dans la plupart des pays, les pouvoirs publics et les fournisseurs de produits financiers se sont focalisés jusqu'à présent sur le développement de produits d'épargne pour la « phase d'accumulation ». Une des principales initiatives que doivent prendre les pouvoirs publics – pour exercer leur rôle de facilitateur – consiste à promouvoir un meilleur développement des produits d'épargne pour la « phase de décumulation » au moment du départ à la retraite. Amener les individus à épargner constitue seulement le point de départ. Il est également essentiel de prévoir l'étape suivante, qui consiste à leur donner les outils pour tirer le meilleur parti possible de leur épargne au moment de la retraite. Par exemple, le développement des produits d'épargne retraite individuelle semble indiquer qu'il est également nécessaire d'élargir l'accès aux modes de retraits flexibles et aux produits de rente.

La réponse ne peut pas simplement consister à promouvoir l'épargne retraite. L'avenir des retraites dépendra des démarches individuelles et non pas de l'action des institutions. De fait, celles-ci pourraient apporter une réponse homogène et standardisée, fondée sur une approche rigide de l'épargne retraite. En tout état de cause, la réponse des familles sera beaucoup plus hétérogène, avec une grande diversité dans les processus d'accumulation et de « décumulation » au sein de la société dans son ensemble. Les solutions apportées doivent respecter cette diversité. Selon la méthode d'accumulation des actifs adoptée par chacun, une telle démarche devra inévitablement être soutenue par des options de décumulation non liées à l'épargne retraite telles que le prêt hypothécaire viager, conçue pour favoriser l'accès au gisement inexploité que constitue le patrimoine immobilier.

Le rôle du secteur des services financiers

Le secteur des services financiers a un rôle à jouer pour favoriser cette compréhension. Les décisions attendues des familles et des individus sont complexes, et nécessitent le recours à un conseiller. Or, les banques et les assureurs offrent non seulement un accès à ces produits, mais ils assurent également l'accès au conseil financier. Là encore, les résultats de notre enquête montrent que la banque est le principal interlocuteur de confiance auxquelles les familles ont recours. Il convient de promouvoir ce rôle parallèlement aux autres formes de conseil dans le but de mettre à disposition des familles des éléments qui leurs permettent de prendre les décisions de planification financière qui contribuent à la réalisation de leur projet de retraite.



Vous sentez-vous financièrement préparé pour la retraite ?



Annexe 1

Méthodologie de l'enquête

La population de précurseurs

Les résultats de cette cinquième édition du rapport de HSBC sur l'avenir des retraites se fondent sur les réponses de plus de 15 000 personnes âgées de 30 à 70 ans.

Il s'agit de personnes résidant principalement en milieu urbain, souvent plus éduquées et bénéficiant davantage d'un accès à Internet. De manière générale, ils sont beaucoup plus exposés à l'économie de service et commencent à adopter le comportement et le style de vie de leurs homologues des pays industrialisés, notamment en ce qui concerne la planification de la retraite.

Compte tenu de notre population cible, cette enquête a pour la première fois été menée par le biais d'un questionnaire en ligne.

Ces précurseurs vivent dans des pays industrialisés ou dans des économies émergentes en Europe, en Asie, en Amérique du nord et en Amérique latine et au Moyen Orient.

Economies matures et en transition : les 15 pays couverts par notre étude sur l'avenir des retraites.

Economies industrialisées

Canada
France
Japon
Royaume-Uni
Etats-Unis

Économies émergentes

Brésil
Chine
Hong Kong
Inde
Corée
Mexique
Arabie Saoudite
Singapour
Turquie
Emirats Arabes Unis

Annexe 2

L'évolution des profils de population à travers le monde

Les trois piliers des régimes de retraite

Système public

Systèmes de sécurité sociale financés par les prélèvements obligatoires. Il s'agit soit de systèmes par capitalisation (les fonds qui serviront à payer les prestations sont conservés jusqu'à la retraite) soit de système par répartition, les prestations étant alors financées par les prélèvements obligatoires. Les prestations ne peuvent pas être versées avant que l'âge officiel de la retraite soit atteint.

Régimes d'entreprise

Les régimes à prestations définies et à cotisations définies organisés par l'employeur. Ordinairement, l'employeur verse un abondement sous la forme d'un « salaire différé ». Dans certains pays, cette contribution de l'employeur est obligatoire.

Régimes individuels

Des cotisations supplémentaires volontaires peuvent être collectées à travers le développement des régimes à cotisations définies. En règle générale, ces plans sont assortis de certains allègements fiscaux sur le montant des cotisations. La gestion de ces actifs a des implications importantes pour les cotisants (liées notamment au risque d'investissement et au risque de longévité).

Le modèle à trois piliers des régimes de retraite de la Banque mondiale

La réforme réduira la responsabilité des pouvoirs publics pour accroître celle des particuliers

Pays	Système Public	Régimes d'entreprise	Régimes individuels
Brésil	Les réformes de 1988 ont ébranlé la viabilité budgétaire des systèmes par répartition. Problèmes du déficit de financement mais engagé au maintien de la protection sociale. Poursuite probable des réformes.	Des dispositions ont été mises en place mais ont généré un engouement restreint.	Augmentation importante des actifs gérés individuellement depuis les réformes mises en place dans les années 1990.
Canada	Système de sécurité sociale universelle en place, l'âge de la retraite étant fixé à 65 ans.	Régimes professionnels à prestations définies, à cotisations définies et hybrides gérés par des négociations collectives ou sur une base volontaire. Réduction d'impôt sur les régimes de retraite agréés.	Bonne popularité des plans d'épargne individuelle offrant une réduction d'impôt sur les régimes de retraite par capitalisation à cotisations définies.
Chine	L'actif des plans de retraite par répartition a atteint 300 % du PIB en 2005. Une opération majeure a été lancée visant à promouvoir les régimes d'entreprise et individuels.	Tentative de réduire les droits à prestations dans le cadre de la baisse des coûts mise en œuvre avec la réforme des entreprises publiques.	L'introduction des rentes d'entreprise (Enterprise Annuities) complète la transition de la Chine vers un système des retraites reposant sur trois piliers. Les rentes d'entreprise bénéficient de réductions d'impôt et d'une flexibilité au moment du départ à la retraite.
France	La réforme « Fillon » a posé les jalons d'un système par capitalisation. La France avait auparavant un système par répartition.	Existence d'un système de retraites complémentaires déjà bien établi pour les cadres (AGIRC) et les non cadres (ARRCO).	La réforme de 2004 a créé de nouveaux produits destinés à favoriser le développement de régimes de retraite individuels. Le PERP permet une sortie en rente ou en capital.
Hong Kong	L'Etat a mis en place un système universel d'aide sociale pour les personnes âgées (Social Security Allowance Scheme (SSA)) et un régime d'aide sociale soumis à des conditions de ressources (Comprehensive Social Security Assistance (CSSA)) pour tous les résidents.	Le système de prévoyance obligatoire couvre 25 % de la population.	Il existe des produits d'épargne retraite à Hong Kong. Le faible taux d'imposition des ménages rend les réductions d'impôt moins efficaces pour encourager l'épargne.
Inde	Modèle social fondé essentiellement sur un système par répartition assurant les prestations de retraite à 60 ans pour les femmes et à 65 ans pour les hommes.	Système mixte à prestations et à cotisations définies assurant les prestations à travers un fonds de prévoyance des employés qui permet un départ en retraite à 58 ans. Possibilité d'effectuer des versements exceptionnels.	Le nouveau système des retraites (NPS) voit l'introduction d'un système à cotisations définies assorti de réductions d'impôt et d'une flexibilité au moment du départ à la retraite. A terme, doit assurer des prestations à 87 % des travailleurs indiens.

Pays	Système Public	Régimes d'entreprise	Régimes individuels
Japon	Système de retraite par répartition (National Pension Programme), l'âge de la retraite étant fixé à 65 ans.	5 types de régimes de retraite professionnels volontaires en complément du National Pension Programme existent à l'heure actuelle.	Les GMAB (Guaranteed Accumulation Benefits), produits garantissant le capital à l'échéance, existent, et jusqu'à un certain montant, les primes permettent un abattement d'impôt.
Corée	Système de retraite obligatoire par répartition, l'âge de la retraite étant fixé à 60 ans, mais il sera progressivement porté à 65 jusqu'en 2033. Les prestations de retraite sont proportionnelles aux revenus.		Les régimes de retraite volontaires individuels existent depuis 1994 en Corée.
Mexique	Système d'assurance sociale en place jusqu'aux réformes de 1997. Depuis cette date, les travailleurs affiliés au régime sont migrés vers des régimes obligatoires.		Comptes individuels obligatoires entrés en vigueur en 1997. Les AFORES permettent des cotisations supplémentaires sur une base volontaire avec une réduction d'impôt sur les cotisations et les produits de placement.
Arabie Saoudite	Régime par répartition obligatoire, l'âge de la retraite étant fixé à 55 ans pour les femmes et à de 60 ans pour les hommes. Les prestations de retraite sont proportionnelles aux revenus.		
Singapour	L'Etat n'assure aucune couverture retraite à Singapour.	Le système de prévoyance obligatoire assure une couverture à 65 % des travailleurs mais les taux de remplacement sont faibles. Toutefois, le taux des cotisations a crû au fil du temps.	Il existe des produits d'épargne retraite à Singapour. Le faible taux d'imposition des ménages rend les réductions d'impôt moins efficaces pour encourager l'épargne.
Turquie	Le système repose encore fortement sur la sécurité sociale qui assure les prestations à partir de l'âge de 60 ans pour les hommes et de 58 pour les femmes. Problèmes du déficit de financement mais engagé au maintien de la protection sociale. Poursuite probable des réformes.	Quelques éléments obligatoires – OYAK, TTK – qui réunissent des éléments des systèmes à prestations et à cotisations définies. Certaines possibilités d'épargne volontaire avec des dispositions des régimes à prestations définies/à cotisations définies pour compléter les prestations de la sécurité sociale.	La Turquie cherche à développer les régimes individuels sur une base volontaire avec des réductions d'impôt.

Pays	Système Public	Régimes d'entreprise	Régimes individuels
Emirats Arabes Unis – Abu Dhabi	L'Etat n'assure aucune couverture retraite aux EAU/Abu Dhabi.	Le régime de retraite professionnel a été étendu au secteur privé en 2003. Les prestations de retraite sont assurées à 55 ans pour les femmes et à 60 ans pour les hommes.	
Royaume-Uni	Système public complexe à deux niveaux assurant les prestations de retraite à partir de l'âge de 60 ans pour les femmes et de 65 ans pour les hommes. Le financement est assuré par un système par répartition.	Coexistence d'un régime à prestations définies et d'un régime à cotisations définies. Il s'agit en grande partie d'un régime par capitalisation offrant des réductions d'impôt. Les engagements du régime public par répartition représentent plus de 50 % du PIB.	Régimes de retraite individuels introduits en 1988, et nouvelles réformes créant les Stakeholder Pension pour élargir l'offre. Les Personal Accounts, deviendront obligatoires à partir de 2012.
Etats-Unis	Système de couverture sociale limité soumis à des conditions de ressources, apportant une couverture aux personnes à bas revenu.	Coexistence d'un régime à prestations définies et d'un régime à cotisations définies. Il s'agit en grande partie d'un régime par capitalisation offrant des réductions d'impôt. Les plans d'épargne salariale tels que le 401(K) sont solidement établis.	Les produits offrant des avantages fiscaux, tels que les Compte individuel d'épargne retraite (IRA), assurent déjà une large couverture.



**Envisagez-vous de repousser
votre départ à la retraite en raison
de la crise économique?**

